

Un franciscain dans la jungle des religions
Richard Bergeron ne s'inquiète pas de la prolifération des nouvelles religions. Il y voit un signe des temps, un appel à trouver une réponse aux appels religieux de notre époque.

Martin veut rassurer les marchés

«La réduction du déficit aura priorité sur la réalisation des promesses libérales»



PHILIPPE DUBUISSON
du bureau de La Presse
OTTAWA

Le gouvernement Chrétien vient de traverser sa première crise sur le plan financier. En l'espace de quelques jours, les marchés ont fait chuter le dollar à son plus bas niveau depuis huit ans et fait grimper les taux d'intérêt au point de menacer la reprise encore fragile de l'économie.

La tempête qui a secoué les marchés financiers canadiens a aussi rendu chancelants les équilibres budgétaires du premier programme financier du gouvernement libéral. Aux derniers étages de l'édifice L'Esplanade-Laurier, qui loge la direction du ministère des Finances, on a essuyé quelques sueurs froides.

Certes, les marchés se sont redressés depuis quelques jours et la relance de l'emploi, selon les statistiques publiées hier, laisse présager des jours meilleurs. Mais compte tenu de son haut niveau d'endettement et de ses divisions politiques internes, le pays demeure vulnérable aux sautes d'humeur de ses créanciers.

Pour le grand argentier du pays, Paul Martin, il n'est pas question de revenir à la case départ et de réécrire le budget de février dernier comme certains l'ont réclamé au pire de la tourmente, en début de semaine. «Il y aura d'autres tempêtes. Mais ceux qui cèdent à la panique n'arrivent jamais à rien», dit-il.

Mais dans une entrevue exclusive qu'il accordait cette semaine à La Presse, le ministre des Finances a tenu à rassurer les marchés financiers: le gouvernement libéral fera ce qui est nécessaire pour atteindre ses objectifs de réduction du déficit, même si cela l'oblige à reporter la réalisation de promesses électorales.

«Nous allons faire ce qu'on a besoin de faire pour atteindre nos objectifs. Nous avons prévu faire certaines choses dans le budget. Si la situation l'exige, nous pourrions décider de ne pas les faire ou de les retarder», a déclaré Paul Martin.

«L'atteinte des objectifs financiers du budget, j'y tiens énormément, a-t-il poursuivi. Je veux à tout prix rétablir la crédibilité du gouvernement fédéral sur le plan budgétaire après que les conservateurs aient manqué la cible si souvent. Ce que veulent les marchés financiers, c'est que l'on atteigne nos objectifs. Et nous le ferons.»

Des équilibres chancelants

On a reproché au premier budget libéral de ne pas réduire plus rapide-



Le ministre des Finances Paul Martin montre ses nouvelles bottes de travailleur au premier ministre Jean Chrétien, avant la présentation du dernier budget fédéral.

ment le déficit. En novembre dernier, M. Martin qualifiait «d'intolérable» le déficit révisé de 40,4 milliards pour l'exercice 1992-93. Mais quelques mois plus tard, il accouchait d'un programme financier établissant à 45,7 milliards le déficit de 1993-94 et à 39,7 milliards celui de 1994-95.

Ce programme n'a pas rassuré les créanciers du Canada, surtout que l'on prévoit que le Québec et l'Ontario annonceront à leur tour des dépassements budgétaires lors du dépôt de leur programme financier d'ici quelques semaines. Depuis le début de l'an-

née, le dollar canadien a perdu environ 2,5 cents US et les taux d'intérêt ont grimpé de deux points de pourcentage.

La hausse du loyer de l'argent rend précaire les équilibres budgétaires du gouvernement fédéral. Parce qu'il traîne une lourde dette de 500 milliards, Ottawa doit consacrer le quart de ses dépenses, soit 41 milliards, au financement de celle-ci, c'est-à-dire aux intérêts versés aux créanciers. Et la hausse récente des taux d'intérêt menace d'ajouter 2 milliards au coût d'emprunt du gouvernement fédéral.

Paul Martin affirme disposer de la marge de manœuvre nécessaire pour faire face aux intempéries. Par mesure de prudence, le budget de février a prévu des réserves de 2,4 milliards cette année et de 3 milliards l'an prochain. Il s'agit de crédits non alloués à des fins spécifiques. Par le passé, ces crédits ont servi à financer des dépenses imprévues, comme la participation du Canada à la guerre du Golfe.

«Quand j'ai fait le budget, je savais fort bien que des événements venaient perturber les marchés financiers. On ne peut prévoir l'effet de ces

événements, par exemple des relations difficiles entre le Japon et les États-Unis sur le plan commercial ou le résultat des élections au Québec, sur les marchés financiers. Mais je me suis gardé une marge de manœuvre», dit-il.

Mais si une nouvelle vague de spéculation contre le dollar canadien se manifeste, ce qui est très probable compte tenu des élections à venir au Québec et du dépassement des déficits provinciaux, la Banque du Canada n'aura d'autre choix que de relever de nouveau le loyer de l'argent. Et les réserves prévues au budget fédéral pourraient ne pas suffire à éponger le coût supplémentaire du service de la dette fédérale.

Ottawa sera alors forcé de laisser grimper son déficit budgétaire ou de resserrer la vis sur les dépenses. Pour Paul Martin, maintenir le cap sur la réduction du déficit aura préséance. «En septembre, comme je l'ai indiqué dans le budget, nos prévisions seront mises à jour. Et puisque des hausses de taxes sont à écarter, c'est du côté des dépenses qu'il faudra regarder», dit-il.

Rétablir la crédibilité

Le budget de février dernier prévoit des dépenses supplémentaires d'un milliard en 1994-95 et de 1,6 milliard en 1995-96 pour la réalisation de diverses promesses électorales contenues dans le Livre rouge que le premier ministre Jean Chrétien a exhibé sur toutes les tribunes pendant la campagne électorale et que Paul Martin a largement contribué à rédiger.

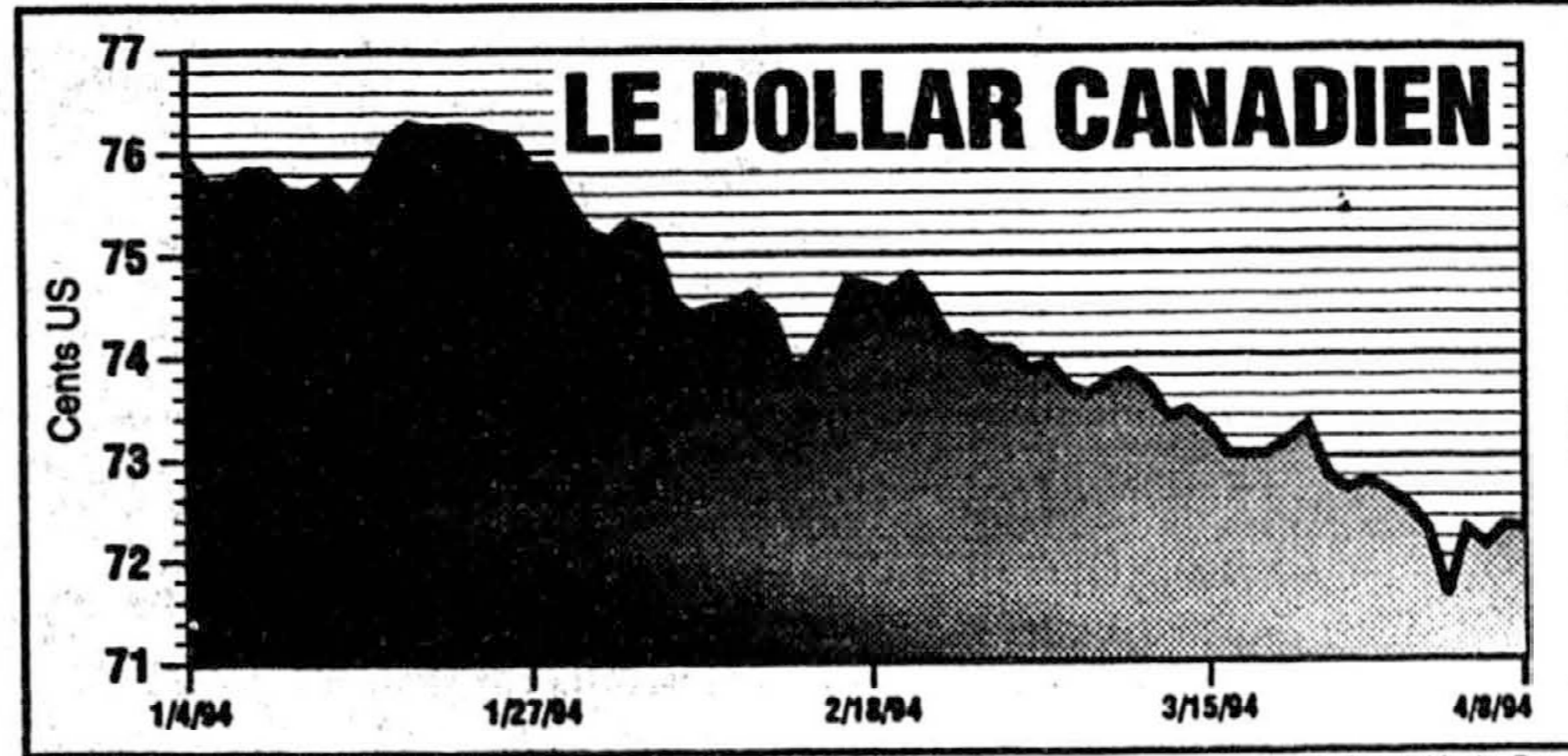
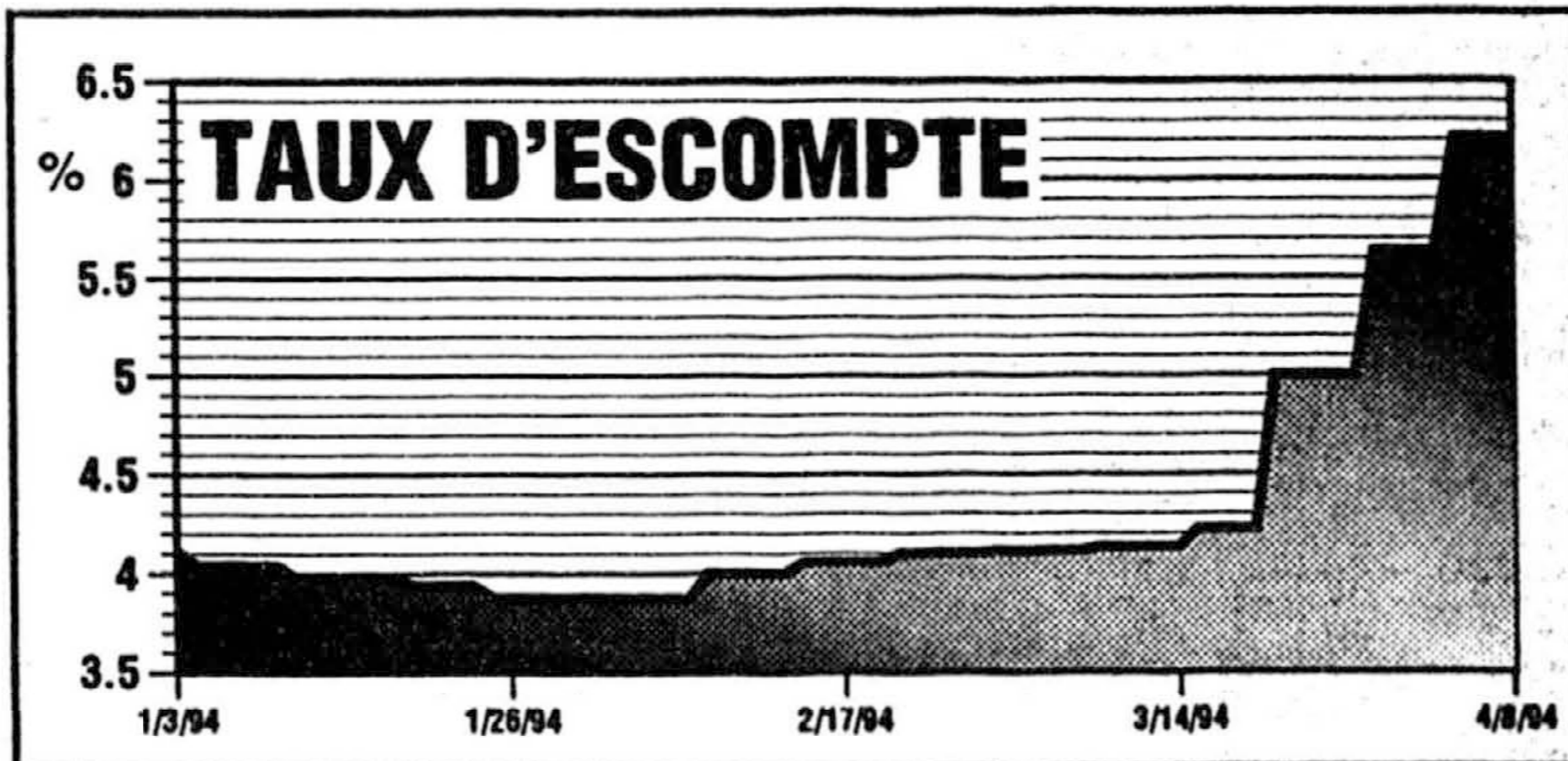
Entre la réalisation de ces promesses d'un côté — aide à la petite et moyenne entreprise, programmes d'alphabetisation et de garderies — et l'atteinte des objectifs de réduction du déficit de l'autre, la réalisation du programme financier aura priorité. «Mais je suis confiant que l'on pourra réduire le déficit tel que prévu dans le cadre du budget actuel», ajoute le ministre.

Pour Paul Martin, le gouvernement libéral doit établir en début de mandat sa crédibilité en tant que gestionnaire des finances publiques. Sinon, dit-il, l'humeur des marchés financiers pourrait venir contrecarrer le plan de réduction du déficit. Et en l'absence de crédibilité à titre de fiduciaire de l'argent des contribuables, le gouvernement ne saura recueillir l'appui de la population pour mener à terme les réformes entreprises.

«Il est crucial d'établir notre crédibilité sur le plan financier pour faire passer nos réformes sur le plan de la sécurité du revenu, de l'assurance-chômage et ainsi de suite. Si la population ne nous croit pas bons gestionnaires, il sera plus difficile de restructurer les programmes sociaux. C'est pourquoi je tiens énormément à rétablir la crédibilité du gouvernement fédéral sur les finances publiques», conclut le ministre.

Dette nette des gouvernements canadiens (milliards de \$)			
	1982	1988	1994
Gouvernement fédéral	97,7	297,3	506,2
Gouvernements provinciaux et territoriaux	11,2	70,0	155,0
Total	108,9	367,3	661,2
En % du PIB	30,6	66,6	93,0

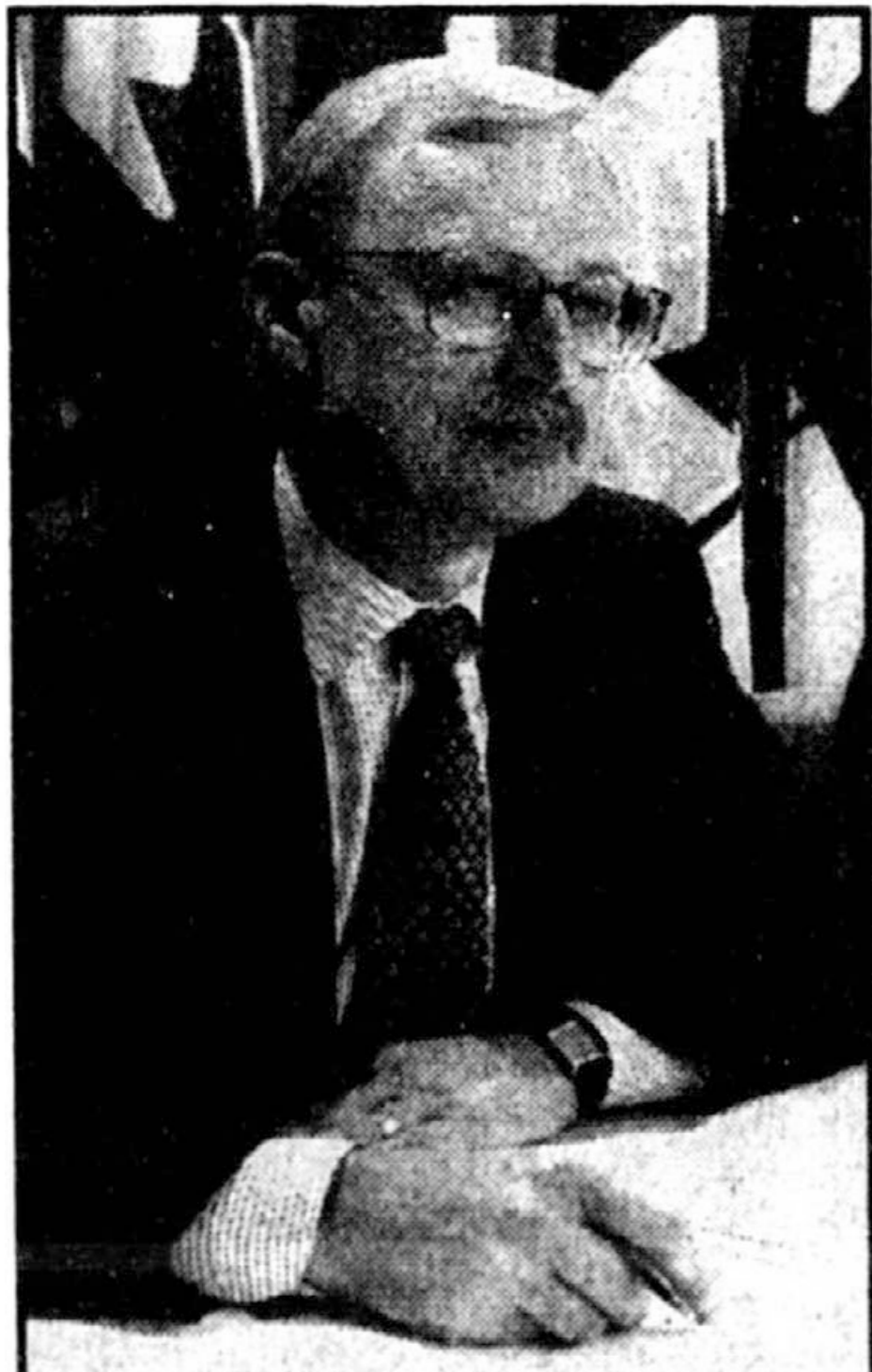
Source: Statistique Canada Infographie La Presse



Infographie La Presse

Nos gouvernements s'endettent à un rythme insoutenable

Entre 1982 et 1992, la dette publique est passée de 4339\$ à 23065\$ par habitant



Le gouverneur de la Banque du Canada, M. Gordon Thiessen.

Le gouverneur de la Banque du Canada a lancé un sérieux avertissement aux gouvernements canadiens cette semaine, au lendemain de la turbulence qui a frappé les marchés financiers. Si les déficits ne sont pas réduits, l'économie canadienne demeurera vulnérable aux sautes d'humeur de nos créanciers.

«La situation des finances publiques doit être viable. Il est impossible à la longue de soutenir une situation où des déficits viennent constamment grossir la dette et où, par conséquent, le ratio d'endettement par rapport à la taille de l'économie ne cesse d'augmenter», a prévenu M. Gordon Thiessen.

La tempête qui a secoué les marchés financiers cette semaine illustre à quel point l'évolution du dollar canadien et des taux d'intérêt est de plus en plus dictée par nos créanciers. En fait, la hausse du loyer de l'argent au cours des dernières semaines ne peut se justifier selon l'état de notre économie.

Notre faible taux d'inflation et la reprise encore fragile des activités au sortir de la récession commandent plutôt des baisses supplémentaires du loyer de l'argent. Mais en raison de son endettement, notamment auprès des étrangers, le Canada est en voie de

perdre sa mainmise sur sa politique monétaire.

Comme l'a expliqué le gouverneur de la Banque du Canada, Gordon Thiessen, lors de son premier discours depuis son entrée en fonction en février, la turbulence qui nous a frappés vient des États-Unis. Une reprise rapide de l'économie américaine a fait craindre le retour de pressions inflationnistes au sud de la frontière. Les investisseurs ont alors exigé de meilleurs rendements pour se prémunir contre l'inflation et délaissé les titres nord-américains.

Le Canada a été pris dans la tourmente. Et l'incertitude entourant nos finances publiques explique en partie que les taux d'intérêt à court terme et à plus long terme aient augmenté plus chez nous que dans la plupart des autres pays et que le dollar se soit déprécié. Car avec une dette aussi élevée que la nôtre par rapport à la taille de notre économie, le dollar pique du nez aussitôt que nos créanciers larguent nos titres d'emprunts à la faveur de valeurs jugées plus sûres. La Banque du Canada doit alors relever sensiblement les taux d'intérêt pour attirer les capitaux qui servent à financer nos déficits.

La seule façon de sortir de ce gouffre, explique le gouverneur, est de li-

miter la croissance de nos déficits afin de se rendre moins dépendants des capitaux étrangers pour les financer. Or, c'est tout le contraire que nos gouvernements ont fait au cours des dernières années. La dette de nos administrations provinciales et fédérale a grimpé en flèche au cours de la dernière décennie.

En 1982, au sortir de la récession du début des années 1980, la dette totale des provinces et du gouvernement fédéral atteignait 109 milliards, ce qui représente 4339\$ par habitant ou encore 30,6 pour cent de la taille de l'économie à l'époque. Le 31 mars 1994, cette dette a atteint 661 milliards, soit 23065\$ par habitant ou encore 93 pour cent de la taille de l'économie canadienne, mesurée par le produit intérieur brut (PIB). Et pour financer cette dette, des emprunts de 330 milliards ont été contractés auprès des marchés étrangers.

Pour le gouverneur de la Banque du Canada, les gouvernements devraient au minimum ne pas permettre à la dette publique de croître plus rapidement que la taille de l'économie canadienne. Mais malgré les mesures de compressions annoncées par nos gouvernements, les déficits prévus au cours des

deux prochaines années ne permettront pas d'atteindre cet objectif. Notre dette publique atteindra 100 pour cent du PIB dès l'an prochain.

Dans ce contexte, lorsqu'il y a menace de dépassements budgétaires, comme c'est le cas au Québec et en Ontario, les marchés financiers sont plus volatils. La cote de crédit de ces deux provinces pourrait être abaissée au cours des prochaines semaines, ce qui incitera les investisseurs à exiger des rendements supérieurs sur les titres d'emprunts des gouvernements. Ils pourraient aussi délaissé ces titres pour des valeurs plus sûres. Le dollar perdrait de sa valeur et la Banque du Canada devrait de nouveau élever les taux d'intérêt.

Comme l'a souligné l'économiste en chef de la Banque Royale cette semaine, l'économie canadienne devrait enregistrer un taux de croissance supérieur aux pays du G7 cette année et l'an prochain, en raison de l'essor de nos exportations notamment. Mais cette relance de l'économie demeure menacée par l'incertitude entourant les finances publiques et les hausses potentielles de taux d'intérêt, qui mineraient la confiance des consommateurs et des entreprises.

Un endettement qui menace notre souveraineté

Statistique Canada révélait, hier, que l'endettement des Canadiens atteint, cette année, un record historique de 23 065 \$. Dans ce palmarès de la prodigalité, ce sont les Québécois qui détiennent le record canadien, avec une dette de 25 118 \$ par personne.



Si ces chiffres peuvent impressionner, les deux véritables révélations de l'étude de l'agence fédérale ne sont pas là. D'abord, cette dette des gouvernements fédéral et provinciaux, qui atteint maintenant 661 milliards, a quadruplé en dix ans, une croissance huit fois plus forte que celle de l'économie. Ensuite, d'année en année, cette dette augmente de plus en plus vite.

Ce sont là les ingrédients d'une crise financière. Le Canada, dans le peloton de tête des pays industrialisés pour sa dette, aux côtés de l'Italie et de la Grèce, est dans une classe à part pour l'accélération du processus. A cette crise financière s'ajoute une crise politique. Même s'il est clair qu'il faut agir maintenant et même si cette urgence fait l'objet d'un consensus auprès de larges pans de la société, les gouvernements semblent impuissants. Cette paralysie est apparente dans les trois capitales de la dette canadienne, Ottawa, Toronto et Québec. Elle tient à la peur des politiciens, à leur conviction qu'il n'est pas possible d'accéder au pouvoir en parlant franc. Le rituel électoral mensonger fait en sorte qu'aucun gouvernement ne peut, par la suite, s'engager dans un effort de rigueur financière et de réformes sur la base d'un mandat solide et d'un consensus assez large. Il empêche aussi les gouvernements

de s'engager sans méandres dans une véritable politique financière, qui doit s'étaler sur plus d'un mandat.

C'est ainsi qu'à Ottawa, où la crise financière est aiguë, malgré l'urgence et malgré la prise de conscience d'une solide portion de l'électorat, les efforts du ministre des Finances, Paul Martin, qui dans son premier budget n'a réussi qu'à ramener le déficit à 40 milliards, ont été déçus par leur timidité.

Il est vrai que cette prudence s'explique par le désir du gouvernement de réduire le déficit sans sabrer aveuglément. Cette rupture avec le dogme néo-libéral est souhaitable. Mais il n'en restait pas moins que M. Martin disposait d'une marge de manoeuvre, qui lui aurait permis d'aller plus loin. Et il ne l'a pas fait, parce que les libéraux ne pouvaient pas se lancer trop rapidement dans une lutte au déficit à laquelle ils n'avaient préparé personne. La démarche financière des libéraux est ainsi entourée d'un halo d'incertitude. Leur plan de réduction du déficit à 3% du PIB, en trois ans, exige le respect rigoureux d'un plan triennal, ce qui n'a jamais été réussi à Ottawa. Cet objectif timide doit ensuite être suivi d'une autre étape, plus exigeante, pour ramener le déficit à zéro. Tant qu'on n'a pas vérifié si ce gouvernement est capable de respecter des projections financières, nous en sommes aux professions de foi.

L'Ontario constitue une autre inconnue. Mais c'est au Québec, où pourtant la dette est la plus élevée, que les politiciens sont les plus fous. Connus pour ses efforts de rigueur, le gouvernement libéral, avec son nouveau chef, Daniel Johnson, multiplie les signes montrant qu'il s'apprête à changer de cap.

L'obsession du déficit semble être reléguée au second plan dans un effort peu glorieux pour remporter une victoire diffi-

le. Le budget de la fin avril nous détrompera peut-être, mais, pour l'instant, la hausse élevée des dépenses budgétaires et les déclarations contradictoires nous préparent plutôt à une démission, qui risque de compromettre des années d'efforts et la capacité d'agir d'un éventuel gouvernement libéral.

Quant à un gouvernement du Parti québécois, il ne s'inscrit dans aucune problématique de lutte au déficit, quel que soit le scénario. S'il remporte un éventuel référendum sur la souveraineté, le PQ s'engagera dans la coûteuse construction d'un Etat traditionnel, qui remet aux calendes grecques tout effort sérieux de gestion serrée. S'il est défait au référendum, le PQ ne dispose pas d'un programme de gouvernement provincial et se retrouvera sans mandat de lutte au déficit.

C'est un cercle vicieux, dont nous découvrons l'ampleur à un moment charnière. Au moment où les esprits sont prêts, au moment où les échéances sont serrées, les politiciens ne sont pas au rendez-vous. Les effets sont connus, de la paralysie de l'Etat à l'héritage de plus en plus monstrueux que l'on lègue aux générations futures. Mais il y a une autre conséquence, plus lourde, dont on a eu un avant-goût, la semaine dernière. Notre dette, contrairement à celle de nombreux pays, est détenue à plus de 40% par des étrangers. Cette dépendance nous rend vulnérables aux jeux spéculatifs sur le dollar, mais, plus fondamentalement, elle fait de nos gouvernements des otages des marchés financiers et de leurs spéculateurs.

De plus en plus, nos décisions risquent ainsi d'être dictées de Chicago ou de Hong Kong. Ce sont nos choix de société qui sont menacés et, en bout de ligne, dans ce qu'elle a de plus fondamental, notre souveraineté.

Alain DUBUC

La colère des profs

Les professeurs de la CECM ont mille raisons d'être exaspérés. Ils enseignent dans des conditions de plus en plus pénibles, avec de moins en moins de moyens. Le taux de décrochage grimpe, l'Etat est impuissant et les autorités scolaires font preuve d'incurie dans les dossiers les plus sensibles.



Mais l'indigence des programmes et les défaillances académiques n'ont jamais réussi à faire sortir les profs de leurs gonds. Tandis que la seule idée de devoir consacrer trois jours de plus à l'enseignement les a presque poussés à la révolution!

Mercredi soir, des membres de l'Alliance des professeurs de Montréal étaient prêts à tout pour empêcher la commission scolaire de couper dans la banque de congés pédagogiques et de devancer le début de l'année scolaire de manière à y caser 183 journées de classe, au lieu des 180 habituelles. Ils ont fait tant de chahut que la CECM a dû faire venir la police.

Ce spectacle inhabituel aurait été comique, s'il n'avait été aussi triste. C'était mai 68, version fin de siècle: fini les idéaux, vive le corporatisme. L'explosion a beau n'avoir été que le point culminant d'une longue série d'insatisfactions, toutes compréhensibles, ce que l'on en retient, c'est l'image d'un groupe d'enseignants montant aux barricades pour éviter de passer trois journées de plus avec leurs élèves. Bel exemple.

La défense des enseignants, dans la grande bataille des journées pédagogiques, tourne autour de trois arguments. Le calendrier scolaire du Québec n'est pas si court que ça. Trois journées ne changeront pas grand chose à la qualité de l'enseignement. Les journées pédagogiques sont indispensables, pour le perfectionnement et le partage du «vécu» pédagogique. Qu'en est-il au juste?

C'est vrai, ainsi que le mentionnait la présidente de l'Alliance, à l'émission *Le Point*, que les jeunes Français vont à l'école 160 jours par an. Mais ce qu'elle n'a pas dit, c'est que, même comprimée, l'année «française» compte 972 heures de classe, contre 846 au Québec. Et que le calendrier scolaire s'étire sur 220 jours en Allemagne, 200 au Danemark et 190 en Grande-Bretagne. Comme quoi il faut se méfier des comparaisons.

Les enseignants ont bien raison sur le second point: ce n'est pas en y ajoutant une quinzaine d'heures que l'on va faire des miracles dans nos écoles. Mais, avec un tel raisonnement, petit bout par petit bout, on finira par ronger l'année scolaire jusqu'à l'os. Il faut bien arrêter quelque part, non?

C'est également vrai que les enseignants ont besoin de se perfectionner et de discuter avec leurs pairs. Mais qui n'en a pas besoin? L'Alliance réclame vingt journées pédagogiques pour 200 jours de travail. C'est un jour sur dix. Y a-t-il une seule autre profession qui comporte un tel ratio de ressourcement? Une seule profession qui permette de passer dix p. cent de son temps à parler de ce que l'on fait plutôt que de le faire?

Les médecins qui veulent développer leurs connaissances lisent des magazines scientifiques, le soir, à la maison. Et trouvent le moyen de discuter avec leurs pairs par un coup de fil entre deux patients. Eux aussi font un travail stressant, mais n'ont aucun moyen de décompresser aux frais de l'Etat. Que les enseignants se choquent, bravo: l'état de l'enseignement public les y autorise pleinement. Mais qu'ils le fassent pour les bonnes raisons. Et surtout, qu'ils arrêtent de charrier.

Agnès GRUDA

Une pratique abusive

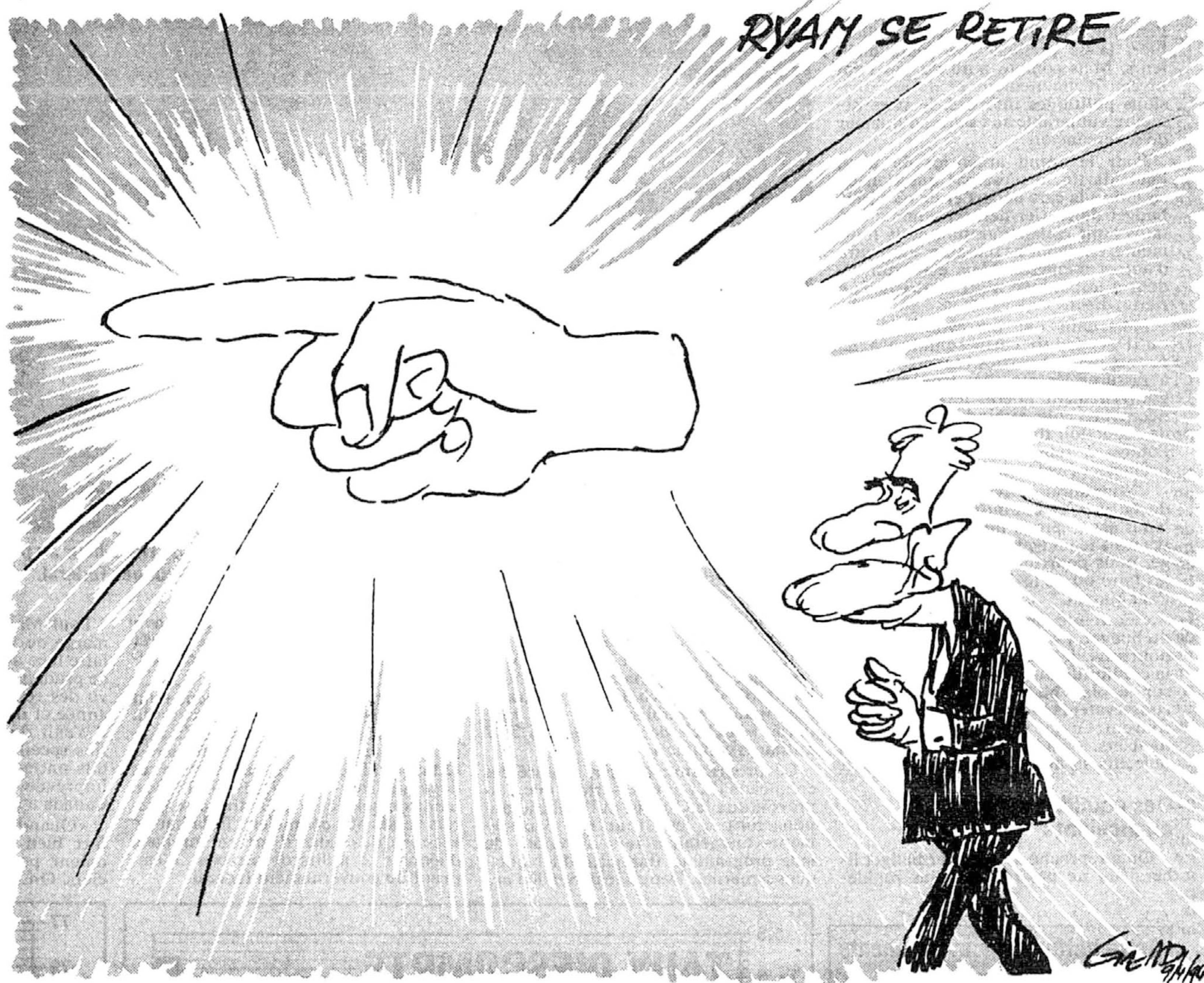
Il faudrait bien expliquer un jour aux contribuables pourquoi d'ex-personnalités politiques sont récompensées pour simplement remettre à la collectivité ce qui lui a toujours appartenu.



La question se pose, en tout cas, au vu des crédits d'impôt personnel accordés aux anciens ministres qui confient aux Archives publiques la documentation accumulée au fil des ans. Une pratique en usage tant à Québec qu'à Ottawa, où on a déjà reconnu publiquement la «précieuse» contribution «personnelle» de Pierre Trudeau et de Brian Mulroney à la mémoire collective des Canadiens. Cette fois, ce sont les retraités de l'ex-cabinet Bourassa qui se préparent à «sauver» plus ou moins d'impôt, selon qu'ils avaient ou non la manie de conserver leur vieille papperasse.

Il est normal que l'Etat ait recours au crédit d'impôt pour inciter des créateurs à lui céder leurs archives personnelles. Mais ce ne l'est pas pour les politiciens qui, à même les fonds publics, ont empilé des caisses de documents reliés à leur fonction. Si l'occasion se présente, qu'on voie sur le journal personnel, une collection d'oeuvres d'art, voire un recueil de poèmes d'un ex-ministre. Mais récompenser un ex-politicien pour ne pas avoir détruit ce qui appartient déjà à l'Etat, c'est lui donner une prime de séparation abusive. On devrait plutôt pénaliser ceux qui partent en ne laissant rien derrière eux.

Pierre GRAVEL



DROITS RESERVES

Quand Ottawa fait primer l'intérêt partisan sur l'équité électorale

MARCEL ADAM

Le droit de vote et le gouvernement représentatif ont été obtenus de haute lutte par nos ancêtres.



Fondement de la démocratie politique, la représentation démocratique est elle-même fondée sur l'équité: l'équation «un homme, un vote».

ayant pour corollaire le principe de l'égalité démographique relative des comtés.

Les gouvernements, tant au fédéral qu'au provincial, ont longtemps trafiqué la carte électorale pour accroître les chances de réélection de plusieurs députés ou favoriser la survie du parti majoritaire.

Il y a tout juste trente ans qu'Ottawa a décidé de mettre fin aux magouilles scandaleuses occasionnées chaque décennie par le remaniement de la carte électorale, pour confier cette tâche à un organisme impartial.

Or, voici que le gouvernement Chrétien vient de décider de bloquer le rajustement des circonscriptions. A la mi-mars, le Solliciteur général, Herb Gray, déposait le projet de loi C-18, qui a pour effet de suspendre durant deux ans la législation régissant la délimitation des comtés électoraux. Pourquoi?

Quest (le territoire du Yukon forme un seul comté), comprenant chacune un président nommé par le juge en chef de l'endroit et deux autres membres choisis par le président de la Chambre des Communes.

Ces commissions recherchent une égalité démographique relative entre les comtés d'une même province, afin que les votes aient tous à peu près le même poids, et prennent en considération les intérêts communs dans le découpage des circonscriptions.

Nommés en septembre dernier, les commissaires rendaient publiques, récemment, les délimitations remaniées des circonscriptions de la nouvelle carte, qui porterait de 295 à 301 le nombre de sièges aux Communes (quatre pour l'Ontario et deux pour la Colombie-Britannique). Des audiences publiques prévues pour avril jusqu'en juin devaient permettre aux députés et aux citoyens de faire des représentations, avant le dépôt, en septembre prochain, de la nouvelle carte revue et corrigée sur la base du recensement de 1991.

Préoccupé par l'accroissement du nombre de députés, le mode de sélection des commissaires et leur pouvoir de modifier les districts électoraux existants, il veut faire reviser la loi par un comité parlementaire.

Une semaine plus tard, trouvant que le débat avait assez duré, il faisait voter une motion de clôture qui prendra effet à la rentrée parlementaire, soit la semaine prochaine.

Il faut dire que le gouvernement a pu bâillonner ses adversaires d'autant plus facilement que ceux-ci ne semblent pas très scandalisés par une mesure qui subordonne le principe démocratique à la raison politicienne. Sans doute parce que, là aussi, la carte projetée a fait prévaloir l'intérêt sur le principe.

Le fait qu'il refuse de promettre que la nouvelle carte sera prête pour les élections de 1997 ou 1998, et compte tenu de la lenteur légendaire de l'appareil législatif, ce n'est qu'au début de l'an 2000 qu'Ottawa cessera de tenir les élections en fonction de la carte électorale de 1981.

urbaines le rendrait plus difficiles à parcourir par les députés.

Mais le député libéral Peter Milliken, qui préside le comité de la Chambre qui étudiera la question si la loi suspensive est adoptée, a laissé s'échapper le canari en avouant que ses collègues n'étaient pas d'accord avec les commissions indépendantes.

Il confirmait des rapports de presse révélant que, lors d'une réunion, tenue il y a trois semaines, les députés libéraux du centre de l'Ontario se sont plaints que la révision des frontières aurait des conséquences fâcheuses sur l'organisation des campagnes locales. Le ministre Gray, qui est du pays et n'est pas insensible à ce genre d'argument, fut chaudement applaudi quand il annonça que le gouvernement bloquerait le processus en cours.

Il ne tarda pas à tenir parole et à faire reculer les horloges de plus de trente ans, en agissant d'une manière qui attaque de front le principe même de la démocratie représentative, pour satisfaire des raisons partisans et accommoder l'intérêt personnel de certains députés.

Si le congé pascal n'a pas réussi à le faire se ressaisir, on ne pourra plus compter que sur le Sénat, où les libéraux sont minoritaires, pour l'empêcher de revenir au temps où les gouvernements considéraient que les circonscriptions existaient pour eux et non pour les électeurs.

Opinions

Arrêtons de comparer « René Lévesque » à « Scoop » ou à « Lance et Compte »!

CLAUDE HÉROUX

L'auteur est le producteur de la série « René Lévesque ».

Mme Louise Cousineau, je ne compte pas influencer votre jugement sévère et votre appréciation de la série « René Lévesque », mais j'espère trouver chez vous suffisamment d'honnêteté intellectuelle pour qu'au moins vous rapportiez les faits tels qu'ils se sont déroulés.

Je vous avais, il y a plusieurs mois, par écrit, que les faits tels que vous les rapportiez, dans un de vos articles, concernant le cheminement du projet « René Lévesque » étaient faux. Bien avant que Claude Fournier et Marie-Josée Raymond imaginent faire un projet sur la vie de René Lévesque, j'avais entrepris des démarches auprès de Mme Corinne Côté-Lévesque afin d'obtenir les droits. Après plusieurs mois de négociations et à la veille de la signature de l'entente, celle-ci décida, à la suggestion de son conseiller légal, de consulter le couple Fournier-Raymond sur la validité de mon offre. C'est à ce moment-là que Fournier-Raymond sont passés à l'offensive et qu'ils ont convaincu Mme Côté-Lévesque qu'ils étaient en meilleure position pour produire cette série. Je n'étais pas ravi de la décision de celle-ci, mais je l'ai acceptée. Ce n'est que plusieurs mois plus tard que Mme Côté-Lévesque m'offrirait, via son avocat, de reprendre le projet, étant donné que les relations avec Fournier-Raymond étaient rompues. J'ai accepté de reprendre ce dossier à la condition expresse que toutes les conditions négociées antérieurement par les deux groupes soient respectées. Il n'était pas question de renchérir l'offre du départ. Vous connaissez les faits! Comment pouvez-vous écrire, dans votre article de samedi dernier, « Puis, est arrivée le producteur Claude Héroux... », comme si j'étais celui qui était venu brouiller les cartes et tenter d'extirper ce projet.

Vous savez également que Téléfilm Canada était fort mal placé pour défendre le projet de Fournier. En effet, après une période de près de deux ans pendant laquelle chaque producteur devait compléter les scénarios et fournir la liste du réalisateur et du comédien principal, le diffuseur de Fournier, soit Radio-Canada, décidait d'abandonner le projet sur la base de la qualité des textes écrits par Fournier. TQS, contacté en extrême, n'était pas disposé à investir les sommes nécessaires à la production.

En ce qui concerne les coûts de production, vos sources sont déficientes et sans doute alimentées par Fournier lui-même! Incidemment, comment justifie-t-il les 16 millions de dollars que coûte la série « J'ama » qu'il produit présentement et pouvoir prétendre que nous avons trop dépensé alors que la série « René Lévesque » a coûté moins de 7 millions.

De plus, Fournier avait envisagé une série de 5 épisodes, alors que nous avons produit une série de 8 épisodes. Est-il nécessaire de rappeler que Fournier n'a pas produit de séries depuis « Les Tisserands du Pouvoir » et que cette série a laissé bien des souvenirs amers, en plus de comptes impayés et de



Dans le quatrième épisode, prise de bec entre René Lévesque et Jean Lesage.

poursuites judiciaires! Pendant cette période, nous avons produit les séries « Au nom du père et du fils » (13 heures), « Le Premier Cercle » (4 heures), « La Misère des Riches » (39 heures), « Desjardins, la vie d'un homme, l'histoire d'un peuple » (4 heures), « Maria des eaux-vives » (8 heures), « Les Duchesnay » (2 x 2 heures), « René Lévesque » (8 x 1 heure) et nous sommes en tournage de la série « Le Sorcier » (11 heures). Dans la plupart de ces productions, les coûts se sont avérés inférieurs aux coûts budgétés et nous avons retourné de l'argent aux investisseurs et plus principalement à Téléfilm Canada.

Contrairement à ce qui est souvent insinué, les épargnes réalisées, lors d'une production, ne restent pas dans les poches du producteur. Elles sont retournées aux investisseurs. Il vous serait facile de vérifier auprès de Téléfilm Canada les sommes que notre compagnie a retourné à ceux-ci sur les productions mentionnées ci-haut. Il en est de même pour la série « René Lévesque ».

Possédant une longue expérience de la production cinématographique et télévisuelle, permettez-moi de vous dire que vous êtes totalement dans l'erreur et que vous démontrez une grande ignorance, lorsque vous parlez de coûts. Le coût par heure ne signifie strictement rien. Je serais donc malhonnête de comparer « Shehawah », qui a coûté 1 200 000 \$ de l'heure à « Au nom du père et du fils », qui en a coûté 690 000 \$ et « René Lévesque » 835 000 \$ et de prétendre que nous savons produire mieux que cette maison de production, ou, comme vous l'insinuez, que le producteur a dilapidé l'argent des contribuables ou s'est enrichi sur les coûts de production. En fait, si vous poussez votre enquête auprès des maisons de production, vous serez en mesure de constater que, souvent, cette dernière doit assumer le manque de financement et qu'elle prend des risques déraisonnables en proportion du marché potentiel.

Plusieurs facteurs entrent en ligne de compte lorsque nous établissons un budget: l'époque ou les époques (il en coûte plus cher de produire une série qui s'échelle sur 65 ans et qui regroupe plusieurs années que de produire « Scoop » ou « Lance et Compte »);

le nombre d'acteurs et la complexité des séquences dans lesquelles ils apparaissent (un comédien principal qui fait de la figuration à l'Assemblée Nationale reçoit le même cachet que lorsque ce même comédien a un texte de 5 minutes dans une autre séquence); le nombre de costumes et les différentes modes; le nombre de lieux de tournage, le nombre de jours en extérieur et le défraîchement pour les comédiens et l'équipe technique; le temps et la complexité de maquillage; le style du réalisateur et ses exigences de réalisation; la notoriété de certains auteurs (vous en connaissez sans doute quelques-uns); des réalisateurs, des comédiens et des producteurs qui peuvent imposer des honoraires plus importants. Tous ces éléments et d'autres non cités contribuent aux variations d'un budget. Avant de conclure trop rapidement que telle ou telle série coûte trop cher, je vous conseille d'aller aux sources et de faire les vérifications nécessaires.

Ma compagnie a produit, au cours de nombreuses années, plusieurs séries et nous avons la réputation auprès des gens avec qui nous traitons d'être, au contraire, très conscients des coûts et de gérer nos budgets de façon très serrée.

A titre d'information, Téléfilm Canada vérifie non seulement les budgets mais également toutes les dépenses. Tous les producteurs doivent soumettre des rapports de coûts tout au long de la production et un rapport certifié par une firme de comptables à la fin de la production. Téléfilm Canada se réserve le privilège d'envoyer ses propres vérificateurs, ce qu'il a fait à deux reprises dans nos productions passées. Téléfilm Canada a été impliqué dans une majorité de productions cinématographiques et télévisuelles québécoises. Plusieurs de ces productions ont connu des succès limités sans que vous questionniez sur les motifs de Téléfilm Canada d'investir dans ces productions. Je dois être drue, car je n'ai jamais soupçonné que les motifs de Téléfilm Canada d'investir dans le projet « René Lévesque » étaient d'ordre politique et que les difficultés ainsi que les frustrations que j'ai vécues, lors de mes discussions orales et écrites avec Téléfilm Canada, démontrent, au contraire, que cet élé-

ment n'a jamais été au cœur de leur décision, ni davantage de la mienne.

La série ne rencontre pas vos critères d'évaluation, mais, ici encore, vous manquez d'objectivité et de continuité lorsque vous qualifiez la série de « grande pauvreté ». Nous avons mis en place pour cette série des éléments de premier ordre: le scénariste Clément Peron a, dans sa longue carrière, été responsable de la scénarisation du film « Mon oncle Antoine » un chef-d'œuvre de notre cinéma québécois; Roger Cardinal a réalisé plusieurs films et co-réalisé la série « Au nom du père et du fils »; les comédiens, dont Denis Bouchard, sont tous des acteurs de premier plan; les techniciens clés ont pour la plupart gagnés plusieurs prix Gémeaux. Je me permets de vous rappeler que, selon les sondages BBM, plus de deux millions de téléspectateurs ont regardé les deux premiers épisodes et, en ce qui me concerne, ont apprécié la série. Leur opinion m'est très importante.

Arrêtons de comparer « René Lévesque » à « Scoop » ou à « Lance et Compte ». Ces séries n'ont rien dans le genre et dans le rythme avec « René Lévesque ». Comment pouvez-vous accepter et garder sous silence que votre collègue, Gagnon, écrive un article en basant son argumentation sur le fait que jamais la télévision américaine n'oserait traiter d'un personnage ou d'un événement aussi rapidement comme nous l'avons fait dans le cas de la série René Lévesque? Pendant ce temps, vous, l'experte, savez pertinemment bien que c'est justement l'inverse et que les Américains produisent dans des temps records à quelques heures de l'événement. Le meilleur exemple est la prise d'otages à Waco, au Texas, où la série était déjà toute tournée avant même la fin du siège. Je suis également étonné que vous puissiez baser votre article et porter des accusations sur une lettre écrite par un Claude Fournier déçu, frustré et jaloux? Ne retrouvons-nous pas justement dans ce genre de guerre de clocher les signes les plus caractéristiques et les plus regrettables du peuple québécois? Monsieur Lévesque se demanderait peut-être si tous les efforts qu'il a déployés en valaient la peine!

LÉTTRE DE MONTRÉAL

Querelles de clocher

L'éditorialiste en chef de La Presse, Alain Dubuc, et l'éditeur du Toronto Star, John Honderich, poursuivent ici leur correspondance sur leur vision respective du Canada et du Québec.

Cher John,

J'ai beaucoup hésité avant de répondre à votre lettre de samedi dernier.

Vous y dénonciez le fait que le gouvernement fédéral ait choisi Montréal, plutôt que Toronto, comme emplacement de l'agence environnementale de l'ALENA, et vous dénonciez aussi la couverture qu'ont fait de cet événement les médias francophones.



Et moi, qu'est-ce que je suis censé faire? Défendre le choix fédéral, pointer, comme me pressentent de le faire de nombreux lecteurs, les erreurs qu'ils décèlent dans votre lettre, rétorquer enfin que c'est l'attitude des médias anglophones qui est plutôt fautive?

C'est un exercice futile et un peu puéril, exactement le genre de querelles de clocher que nous devrions éviter. Ce que je pense, c'est que vous avez écrit trop vite, sous le coup de l'émotion.

Si on veut faire une analyse comparative des médias francophones et anglophones, il faut un peu plus de recul. Et à cet égard, j'ai un avantage sur vous: celui d'avoir disposé d'une semaine de réflexion. J'en ai peut-être un deuxième: le fait d'être plus cynique que vous, ce qui ne fait pas toujours de tort.

Commençons par le commencement. Honnêtement, cette fameuse agence environnementale de l'ALENA n'est ni prestigieuse ni importante. L'entente sur l'environnement, ajoutée à l'ALENA à la dernière minute, est une opération de maquillage. Et l'organisme qui la gèrera est une création de bureaucraties, qui offre une planque à d'autres bureaucrates.

On a choisi de loger l'agence au Canada, dans un deal où chacun des trois pays signataires du traité a eu droit à « son » agence. En période normale, avec des tensions moins fortes entre le Québec et le reste du Canada, et dans une conjoncture où nos deux villes ne sortiraient pas de la récession malmenées et humiliées, nous ne nous chicanerions pas pour trente malheureux emplois et le douteux prestige qu'elles amènent.

Mais nous en sommes là. Et c'est pourquoi, dès le départ, le choix de l'emplacement de cette agence par Ottawa était une opération purement politique. Le fédéralisme compétitif et brillaire que nous avons développé fait en sorte que chaque investissement fédéral donne lieu à une chicane.

Même si 25 villes étaient techniquement sur les rangs, nous savons tous que ce genre d'organisme doit se retrouver dans une ville qui a une certaine prétention internationale. On en a trois: Vancouver, Toronto et Montréal. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que la bataille se soit faite entre Montréal et Toronto. Je suis prêt à reconnaître que Toronto, véritable place financière internationale, dispose de beaucoup d'atouts à cet égard. Mais il me semble évident que Montréal constitue un lieu tout aussi plausible.

C'est pour cela que le choix ne pouvait être que politique, quelle que soit la décision. Toronto? C'était retourner l'ascenseur à la province qui a porté Chrétien au pouvoir et dont l'important caucus libéral est insatisfait du traitement réservé à l'Ontario. Montréal? C'était donner un coup de pouce à Daniel Johnson et montrer la rentabilité du fédéralisme à la veille d'une élection référendaire. C'était ça la game, et elle n'était pas plus noble d'un côté que de l'autre.

Et Montréal a gagné. Qu'arrive-t-il dans un tel cas? Les Montréalais, ravis, n'ont aucune raison de contester les fondements d'une décision qui les arrange. Les Torontois sont à juste titre irrités et vont tout faire pour montrer que ce choix est non fondé. Et les médias, surtout des journaux comme le Star et La Presse, défendent les intérêts de leur région.

Il m'apparaît donc tout à fait normal que vous vous en soyez pris à Sheila Copps, qui vous a laissé tomber, et qui, en plus, pour justifier la décision, s'est lancée dans une attaque gratuite contre Bob Rae. Mais il m'apparaît tout aussi normal que nous n'ayons pas partagé votre indignation: vous ne pouvez quand même pas vous attendre à ce que l'on dénonce Sheila Copps parce qu'elle défend le choix de Montréal!

De la même façon, il m'apparaît normal que les Torontois et leurs médias aient tenté de souligner le caractère politique de la décision, en utilisant, comme vous l'avez fait, le dossier environnemental.

À cet égard, les questions de votre journaliste zélé, qui décrivait Montréal comme une île dans un égout, m'apparaissent même de bonne guerre. Ce qui m'a fait sursauter, c'est quand les citations, partielles, d'un groupe de pression environnemental, se sont transformées en vérité dans un éditorial de votre journal: « Montreal has one of the worst environmental records of any city in Canada - it dumps raw sewage into the St. Lawrence. » Là, vous avez exagéré, mais ça se comprend.

De la même façon, il me paraît parfaitement normal que les Montréalais, leur maire et leurs médias, n'aient pas que l'on décrive avec mépris leur ville comme un vaste centre d'enfouissement, quand cela n'est pas vrai. Et nous avons sans doute, nous aussi, « sur-réagi ».

En fait, la seule chose qui m'ait vraiment dérangé dans cette histoire sans grande importance, c'est l'espèce de front commun contre le choix de Montréal, d'abord dans l'agressivité des journalistes de partout au Canada, ensuite dans les réactions des diverses provinces: c'est vous-même qui avez noté que les Albertains et les Manitobains n'ont pas apprécié la décision. Auraient-ils été aussi choqués si Hamilton ou Fredericton avait été choisie, plutôt que Montréal? La réponse est non.

Ma conclusion? Dans un dossier où, manifestement, Toronto et Montréal sont en conflit, il est inévitable que les couvertures médiatiques diffèrent.

John, ne vous indignez pas d'un phénomène parfaitement normal et qui ne remet pas en cause l'objectivité journalistique. Les médias reflètent les intérêts et les points de vue de ceux à qui ils s'adressent.

Mais surtout, évitez de voir les défauts des autres et pas les vôtres. Nous sommes dans le même bateau.

Ces différences, on les retrouve partout: dans notre indignation face à la fermeture du Collège royal militaire de Saint-Jean au profit de celui de Kingston, dans votre indignation face au voyage de Lucien Bouchard à Washington.

À Montréal, on le vit tous les jours. Il suffit de comparer La Presse et The Gazette, deux quotidiens de style similaire, mais si différents qu'on a parfois l'impression qu'on ne vit pas dans la même ville. Ces différences sont parfois agaçantes, mais elles nous protègent du monolithisme. À la prochaine.

Alain

Le « québécois » est un dialecte sans avenir

PAUL ROUX

L'auteur est journaliste.

La journaliste Huguette O'Neil vient de reprendre le flambeau du « québécois ». Dans un article paru mercredi dernier, dans cette page, elle réclamait même la création d'un Office de la langue québécoise, capable de nous débarrasser enfin de ce maudit français qui nous fait chier depuis si longtemps.

Comme les auteurs de l'affreux Dictionnaire québécois d'aujourd'hui, Mme O'Neil s'empresse de discréditer les adversaires du « québécois » en les assimilant à un « groupe élitiste très fortement minoritaire au Québec », ainsi qu'à la « nouvelle droite culturelle ».

De tels propos ne mériteraient guère plus qu'un haussement d'épaules. L'ennui, c'est que la cause des partisans d'une langue québécoise gagne chaque année du terrain.

Je serai d'accord avec Mme O'Neil sur un point: au fil des ans, les Québécois « ont construit un parler qui leur est propre ». Dans deux articles publiés dans cette page, l'an dernier, j'ai tenté de démontrer que la langue parlée par un certain nombre de nos compatriotes est déjà une variété régionale du français. La différence, c'est que Mme O'Neil s'en réjouit alors que je le déplore.

Mme O'Neil affirme à l'appui de sa thèse que la langue québécoise « sert à exprimer des sentiments ». C'est sans doute vrai, encore que l'exemple qu'elle en donne ne soit pas très convaincant. Je ne vois pas en quoi l'hiver est plus glacial quand il est frotte plutôt que froid. Elle aurait été mieux inspirée de mentionner quelques oeuvres brillantes qui expriment bien la réalité québécoise, comme La Petite Vie, ce chef-d'œuvre d'humour et d'observation sociale.

L'auteure ajoute que le « québécois » « sert également à raisonner ». Et elle s'efforce de le démontrer dans un français, ma foi, plutôt correct. Cette contradiction n'est pas fortuite. Car le « québécois », comme tous les dialectes, exprime mal la pensée. Tout comme il constitue un mauvais outil sur les plans technique et administratif.

Le « québécois » est en effet bien loin de cette belle langue colorée et imagée que nous font miroiter ses défenseurs. Les francophones d'Amérique, il est vrai, ont à leur crédit quelques belles trouvailles comme magasinage et traversier, qui valent mieux que shopping et ferry. Mais ces perles sont l'exception, plutôt que la règle. Dans l'ensemble, ce qu'on appelle la langue québécoise est une manière de jouter ennoblir par le nationalisme. Ce qu'on y trouve, en effet, c'est un ramassis de jurons conjugués à

tous les temps (Mon tabarnak, crisse-moé la paix! etc.), de mots anglais empruntés intégralement (fun, chum, etc.), de mots anglais déformés (enfrouâper, par exemple, est une déformation de in fur wrap) et de mots français auxquels nous donnons un sens anglais (altération au sens de retouche, théâtre au sens de cinéma, etc.).

Ce dernier point est le plus grave, car souvent le sens anglais entre en conflit avec le sens français, ce qui est source fréquente de confusion. Prenons le cas du mot opportuniste. Le français l'emploie pour qualifier « quelqu'un qui place ses intérêts au-dessus de ceux de son groupe ». C'est loin d'être un compliment. Mais chez nous, sous l'influence du mot anglais opportunist, nous lui donnons le sens de « personne habile ». Alors, quand vous entendez un commentateur sportif qualifier un joueur d'opportuniste, que devez-vous comprendre: que ce dernier se soucie seulement de ses succès personnels ou qu'il sait saisir toutes les occasions?

Il faut aussi souligner que l'utilisation de mots québécois contribue à appauvrir la langue, dans la mesure où il s'agit souvent de mots passe-partout qui signifient tout et rien. Le linguiste Gilles Colpron, par exemple, a répertorié 105 mots français que le mot fun, employé chez nous à toutes les sauces, a condamnés au chômage. Citons un hasard amusant, charmant, chic,

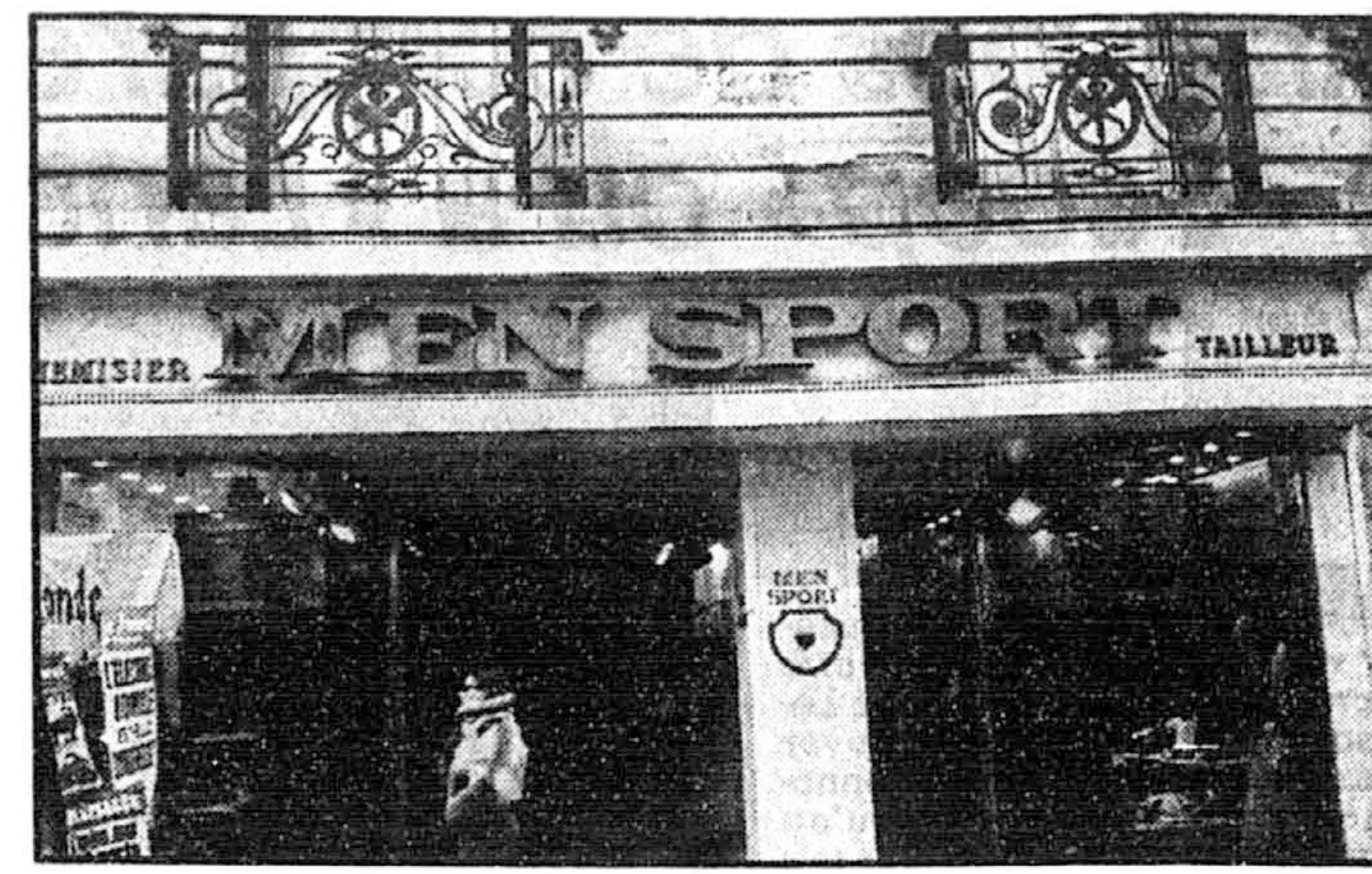
chouette, comique, cocasse, drôle, épatant, excitant, intéressant, plaisant, réjouissant, rigolo, tentant, et j'en passe. Mais sans doute que Mme O'Neil trouve ça l'un.

Rappelons enfin que la généralisation du « québécois » nous coupe de la francophonie. Non seulement nous comprenons de moins en moins les français — comme en témoigne la traduction de certaines pièces françaises en « québécois » —, mais les francophones du monde entier ont eux-mêmes de plus en plus de mal à saisir nos propos tout autant que nos oeuvres.

Si la langue française a survécu à la Conquête, ce n'est pas pour devenir un dialecte. Les nationalistes qui prennent cette direction font fausse route. Le triomphe du québécois annihilerait plus de deux siècles de combat pour maintenir vivant le français en Amérique. Au risque de passer pour un monstre, je soutiens que l'anglicisation serait même préférable à la « québécoisation », car au moins, nous parlerions encore une grande langue de civilisation.

Mais heureusement, nous n'en sommes pas là! Quand je lis L'actualité, quand j'entends Richard Garneau, Bernard Derome, Madeleine Poulin ou Michel Desautels, pour n'en nommer que quelques-uns (et ils sont nombreux), je reprends espoir et je me dis que le français a encore un bel avenir au Québec.

English PARIS



NEW YORK français



Les coupables d'attentat à la pureté (de la langue) seront enfin poursuivis

ALAIN STANKE
collaboration spéciale

Non, mais c'est vrai: le français fout le camp! J'vous dis pas la galère!

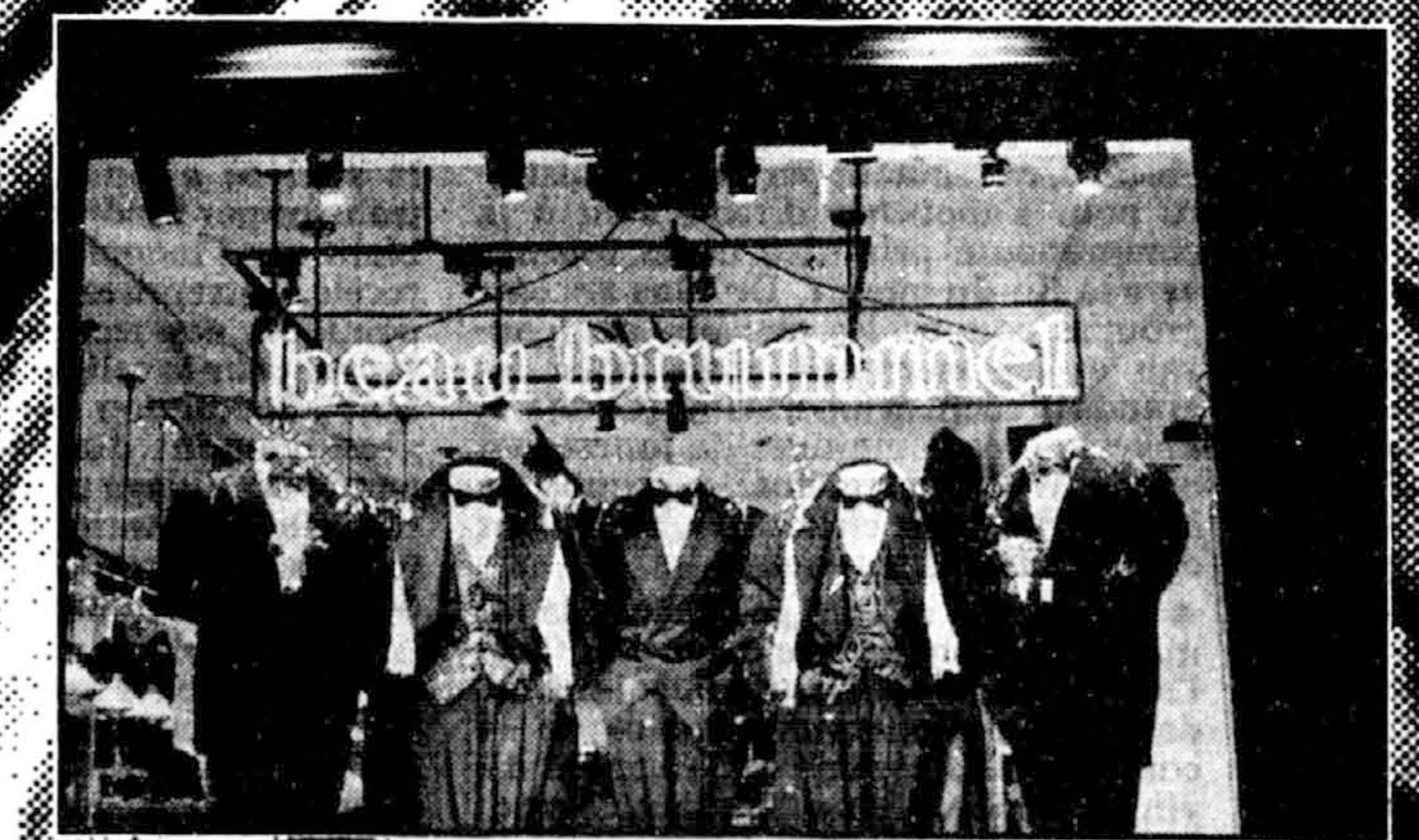
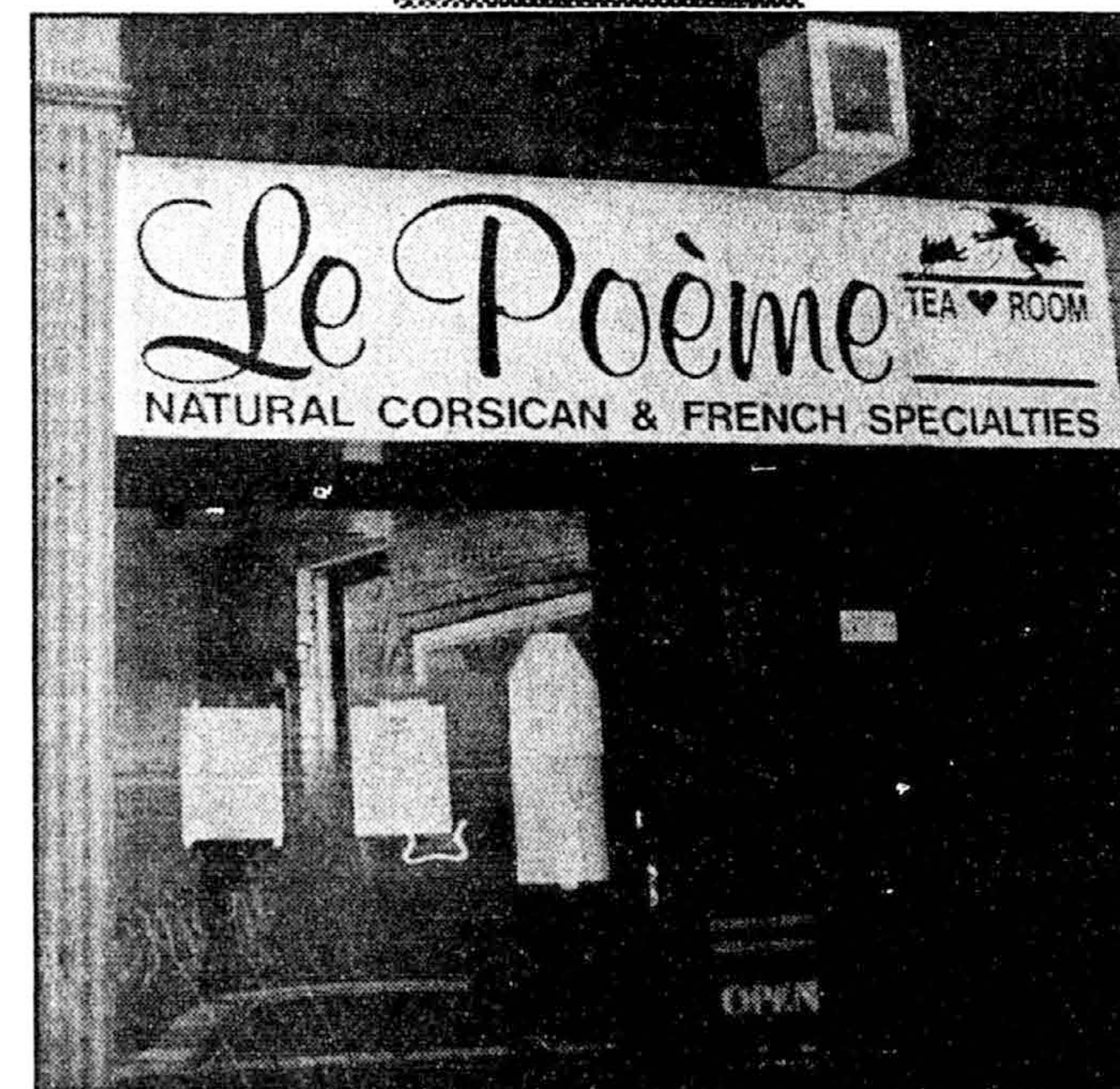
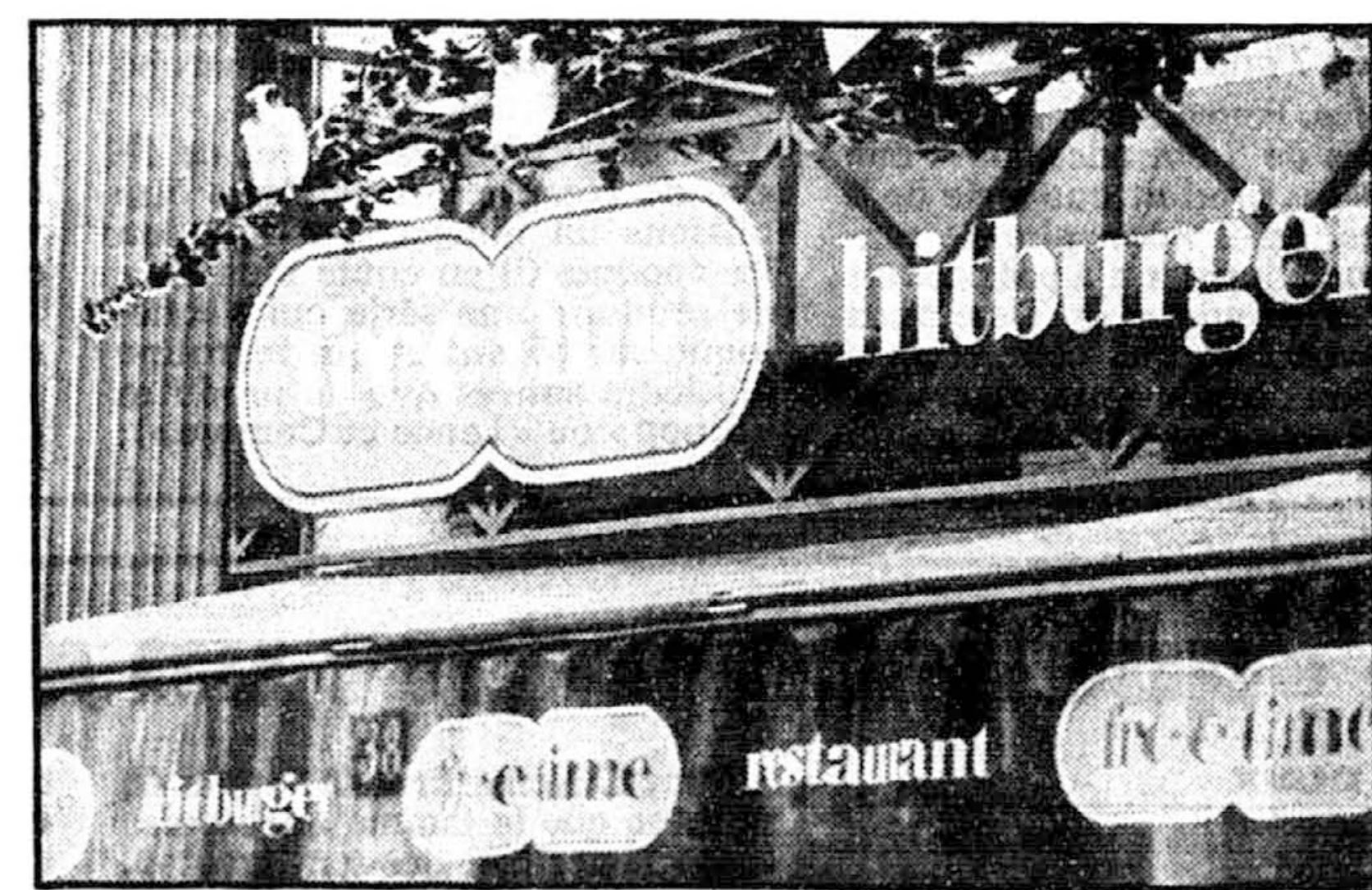
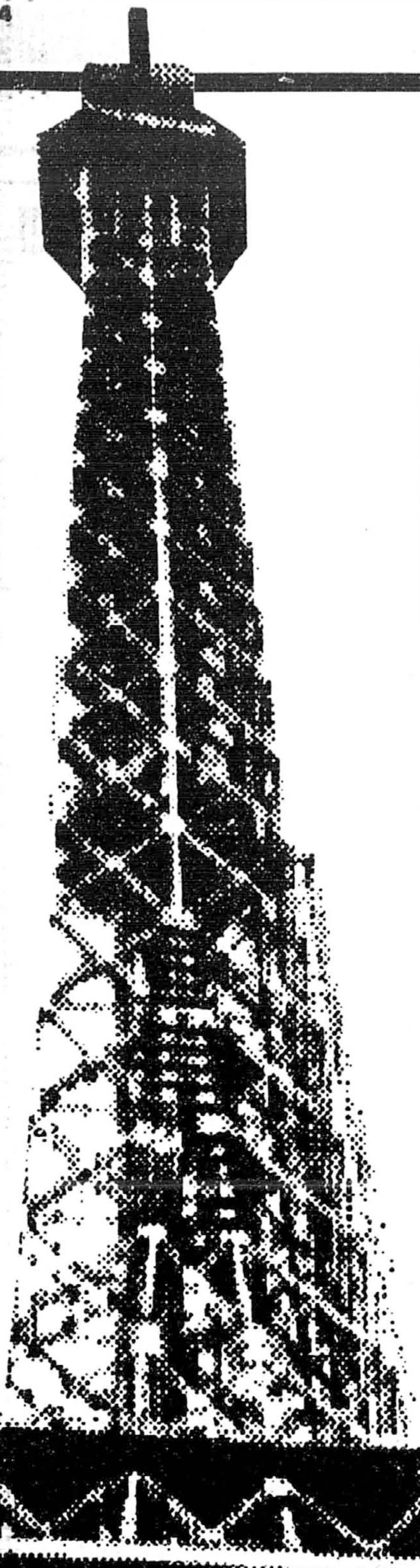
Y a qu'à voir l'épicamar du coin. Même lui affiche en anglais. Des vitrines comme ça, tous les jours on en bigle à Paris. C'est quoi c'embrouille? On va avoir honte de parler français maintenant? C'est méchamment kloug. Faut faire quelque chose, sinon ça sera une vraie cata! La preuve est faite: Paris est coupable d'attentat à la pureté... de la langue. Je propose donc qu'on ravale tout ça au Max Factor même si tout notre carbure devait y passer.

Tant qu'on n'avait pas de loi, tout le monde il faisait ce qu'il voulait. On s'en taponnait les paluches. Pas vus, pas pris! C'est du joli. Mais voilà que ça déjante. Les politiques ont enfin percuté: le ministre Toubon (All good), qui est un vrai master, a fait fort. Lui au moins il dégage. Sa loi va être un killer. Cette loi, c'est giga. Les filles pourront enfin passer les bracelets aux coupables.

Je ne voudrais pas glander dans le mesquin mais, si on n'agit pas, qui va penser à nos gniards qui risquent de parler mieux l'anglais que le français?

Moi, rapport à ma belle langue française, je suis prêt à aller au front et à me fritter la gueule. J'en connais, par contre, qui n'en ont rien à secouer. Ils croient qu'ils ont tout bon. Ces amoureux de l'amériquoque sont contents de leur tronche de cake. Les ennemis du bon parler français sont tous des loufats de la castagne et ils me gonflent. Ça fait une paie déjà que ces chtarbes scient le moral et nous broutent. Je ne suis pas violent mais quand il s'agit de défendre la belle langue de Molière, moi les vendus au franchish qui ne la respectent pas, je suis prêt à les alpaguer au colbac et à leur filer la mandale de leur vie. Ils m'allument tellement l'injure que je n'avais qu'une envie, c'est de leur faxer une baffe. Heureusement que le gouvernement va s'en mêler. Paris risque de redevenir Paris. Ça sera canon. On va enfin être en phase! Et ceux à qui ça ne plaît pas n'ont qu'à aller se faire voir à Niouyork. J'ai des surprises pour eux: aux Zétats, ils sont pas complètement dèbs, eux aussi commencent à découvrir la beauté du français. Y a qu'à voir leurs vitrines. Elles ont un look français pas pos!

Stendhal avait raison: «Le premier instrument du génie d'un peuple, c'est sa langue!»



À L'ÉCOUTE DES PENSEURS

GÉRALD LEBLANC

Richard Bergeron a vu le jour, au sortir de la grande crise des années 30, dans le petit village de Clermont, au beau pays de Charlevoix.

Il est allé au collège des franciscains parce que son cousin y était déjà et que ça coûtait moins cher qu'ailleurs. Puis il a étudié la théologie à Ottawa et à Strasbourg, en France.

Il a fait carrière à l'Université de Montréal, qu'il vient de quitter pour aller enseigner au Zaïre, en Afrique. Entre les deux, il y a eu l'immersion dans la jungle des nouvelles religions qui poussent comme des champignons au Québec. Yoga, karma, Krishna, mantra sont entrés dans son vocabulaire. Jonestown, Waco et la montagne de Moïse Thériault sont devenus ses lieux de recherche.

Il suit depuis vingt ans le cortège des fous de Dieu, titre de son volume sur la nouvelle vague religieuse, et a fondé en 1983 le Centre d'information sur les nouvelles religions.

Digne fils du pauvre d'Assise, il refuse de condamner en bloc les sectes de tout acabit qui ont envahi le nouveau marché des religions. Il y voit même un «signe des temps», un clignotant dans le monde changeant de cette fin de siècle.

C'est à son domicile de Longueuil, juste avant son départ pour l'Afrique, que le père Bergeron a répondu à nos questions sur les nouvelles religions, le danger de manipulation des plus vulnérables, les phénomènes de fin de siècle et de millénaire, l'univers dans lequel entrent les enfants d'aujourd'hui. Il s'agit de notre 16e interview avec les penseurs du Québec.

* * *

La Presse — Ce n'est sans doute pas votre Charlevoix natal qui vous a initié au pluralisme religieux. D'où vous est venu le goût d'étudier les nouvelles religions ?

Richard Bergeron — Dans mon village de Clermont, tout était catholique, sauf cinq familles protestantes. On savait qu'il y avait des juifs à Montréal, où l'on n'était même pas sûr d'aller un jour. Ce n'est donc pas la vie mais le travail qui m'a mis en contact avec les nouvelles religions. À la faculté de théologie, on se penchait chaque année sur un point chaud de l'actualité. En 1975, on a décidé que l'éclosion de nouveaux mouvements religieux méritait notre attention. C'était mon tour de corvée, mais j'y allais à rebrousse-poil, car mon champ d'intérêt était ailleurs. Ce qui me passionnait à l'époque, c'était l'expérience québécoise de la sécularité et les défis que cela posait au christianisme.

Vingt ans plus tard, estimez-vous que le dossier chaud de 75 l'était vraiment ?

Absolument! Nous avons connu une étonnante floraison de mouvements religieux, avec un plafonnement vers 1985 pour les religions de type orientaliste. La relève a alors été prise par le Nouvel Âge, un courant diffus qui pénètre la culture et les religions. Au Centre sur les nouvelles religions, nous avons recensé plus de 1000 nouveaux groupes religieux apparus au Québec depuis les années 60. Ce n'est cependant pas tant par le nombre, pourtant impressionnant, mais par les idées véhiculées que ce mouvement prend son importance. À travers les livres, les revues, la radio et la télé, cette vague de fond est en train de remettre la religion sur la place du marché, de réintroduire des éléments spirituels évacués de la culture moderne par le rationalisme et le scientisme. Quand le magazine *Time* fait sa manchette de couverture du 27 décembre 93 avec «Le nouvel âge des anges», on se dit que l'imagerie religieuse est revenue dans le décor. Ce phénomène constitue, à mon avis, un point tournant symptomatique d'une double rupture: la fin de l'unanimité religieuse et la fin de la sécularité profane.

Revenons sur les chiffres. Les 1000 groupes recensés par votre centre sont-ils des Églises, avec une doctrine, des membres et des curés ?

Il s'agit d'une sorte de jungle où même les noms varient à l'infini: Église, communauté, assemblée, temple, sanctuaire, tabernacle, ordre, académie, alliance, mission, fraternité... Les structures diffèrent d'un groupe à l'autre: on peut devenir membre après deux ou trois rencontres dans certains mouvements tandis que d'autres, notamment les témoins de Jéhovah ou les raëliens, exigent l'apostasie de l'ancienne religion et un rite d'initiation à la nouvelle. Souvent les gens passent d'un groupe à l'autre, magasinent sans jamais devenir membres. Des études menées aux États-Unis tendent à démontrer que plus de 60 p. cent des gens gravitent autour de ces nouveaux groupes sans jamais y adhérer de façon permanente. Une autre difficulté provient de la tendance chez certains, surtout les groupes d'inspiration orientale, à tout centrer sur le gourou, qui tient lieu de structure et de doctrine. Ce fut le cas par exemple avec Rajneesh, retourné en Inde après une carrière assez fructueuse à Montréal et aux États-Unis.

Comment se retrouver dans ce jardin où les religions poussent comme des champignons sous la pluie ?

À l'usage, on se rend vite compte qu'il ne s'agit pas de 1000 modèles originaux mais de manifestations particulières de quelques grands courants. On peut, me semble-t-il, parler de trois grandes catégories: les sectes, les gnoses et les groupes de potentiel humain.

Les sectes puisent au vieux fond judéo-chrétien, en s'opposant aux

Un franciscain dans la jungle des religions

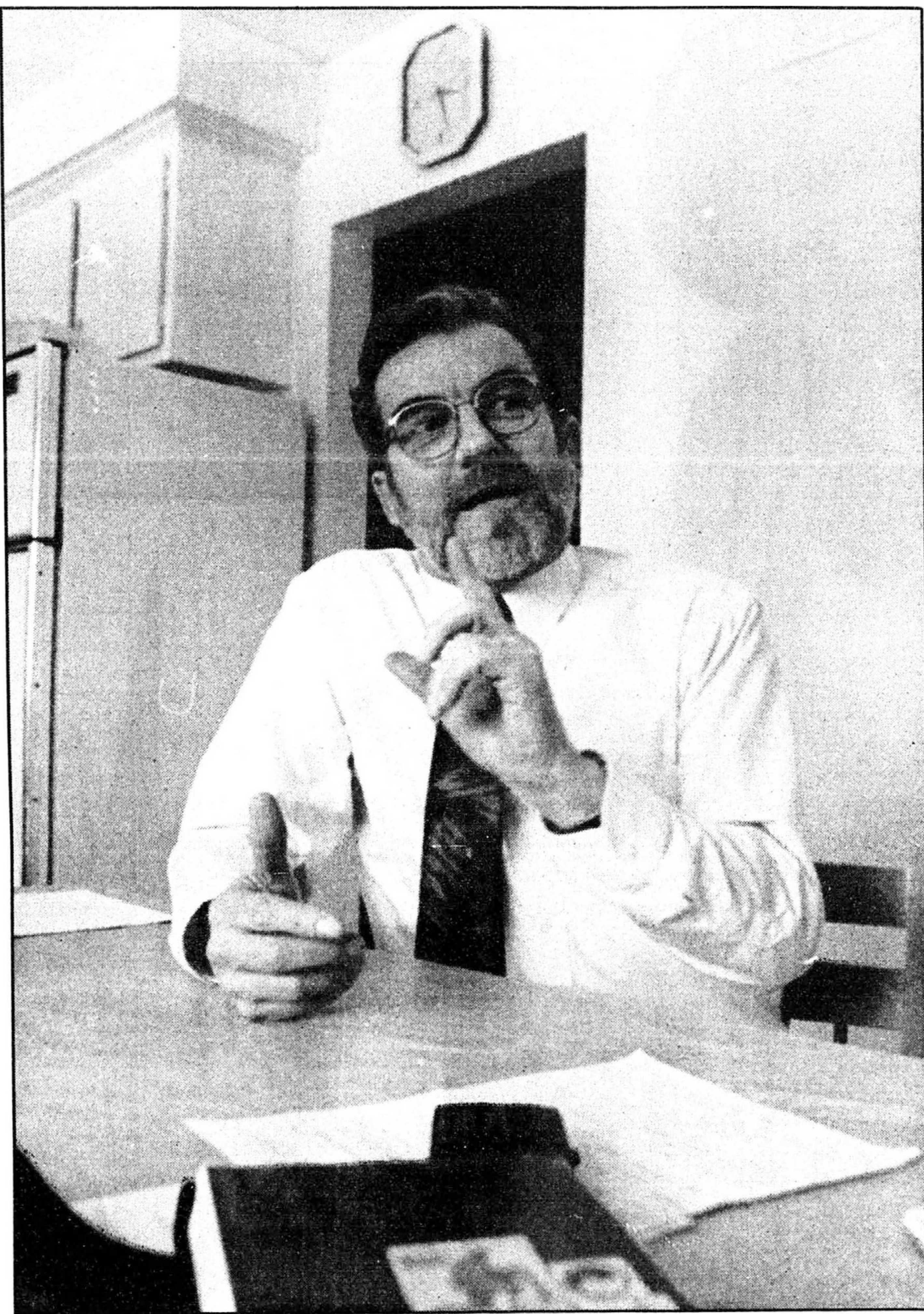


PHOTO ROBERT NADON, La Presse

«À travers les livres, les revues, la radio et la télé, une vague de fond est en train de remettre la religion sur la place du marché, de réintroduire des éléments spirituels évacués de la culture moderne par le rationalisme et le scientisme.»

— Richard Bergeron

grandes Églises organisées. Ce sont des religions bibliques, fondées sur la foi absolue, qui sautent par-dessus l'histoire pour s'aboucher directement à la communauté primitive et se tourner vers la fin du monde. De plus anciens groupes comme les témoins de Jéhovah et les mormons, mais aussi les grands preachers américains (Graham, Baker) et les communes de Jonestown ou de Waco, ou même le groupe de Moïse Thériault chez nous, se situent dans le sillon des sectes.

● Les gnoses ne font pas appel à la foi mais à la connaissance mystique. C'est l'art de trouver Dieu en soi-même, dans les profondeurs secrètes de la conscience. L'homme est fragment divin, étincelle divine, lumière céleste; la gnose libère le moi enligné dans la matière. Ce courant se nourrit autant des religions orientales (hindouisme et bouddhisme) que des sciences ésotériques (astrologie, alchimie, cabale...) et occultes (sorcellerie, spiritisme...). On y retrouve, entre autres, le rosécruicainisme, les sociétés théosophiques et anthroposophiques, la Fraternité blanche universelle et la Science mentale.

● Les groupes de potentiel humain font appel aux techniques thérapeutiques mais aussi aux phénomènes para-

normaux comme la télépathie et la clairvoyance. Plutôt que de réformer la société aliénante, on cherche à transformer l'individu lui-même en tablant sur l'inépuisable potentiel qu'il recèle. Entreprises sous l'empire thérapeutique, ces techniques débouchent souvent sur le religieux comme le courant «Écoute ton corps», qui est progressivement devenu «Écoute ton âme». Le Village planétaire et les centres de méditation transcendantale font partie de cette famille des groupes de la parapsychologie.

Il faut souligner le caractère absolu de ces nouvelles religions: que ce soit la foi biblique ou la connaissance mystique, on propose une réponse simple et incontestable aux grandes questions de l'existence.

Ces groupes disparates sont-ils vraiment de nouvelles religions ?

Pour moi, une religion c'est une voie qui met l'homme en relation avec le sacré, avec ce qui dépasse la raison et les sens. Nous sommes en présence de mouvements religieux, apparus depuis une vingtaine d'années en dehors des Églises traditionnelles. La plupart de ces groupes n'ont pas été, ou ils le repré-

sentent l'héritage religieux du courant hippie. On peut aussi les rattacher à des précurseurs datant du milieu du XIXe siècle: les sectes des mormons et des témoins de Jéhovah d'une part, les sociétés occultistes et ésotériques d'autre part. Il ne faut enfin pas oublier que la documentation sur les sciences occultes n'est sortie de la clandestinité pour apparaître dans les bibliothèques et librairies qu'avec la Révolution tranquille.

Faut-il y voir un phénomène de fin de siècle, voire de fin de millénaire ?

Il y a en effet une grande symbolique rattachée aux nombres, notamment au chiffre 1000 et à ses subdivisions de 500 ans. Selon l'Apocalypse, le règne du Christ doit durer mille ans. L'histoire a retenu les mouvements de pauvreté et de fuite au désert survenus en l'an 500 et les grands schismes qui ont secoué le christianisme vers l'an 1500. Ce qui joue encore plus profondément, ce sont les grands bouleversements de fin de civilisation. On voit apparaître aujourd'hui des groupes analogues à ceux dont fut témoin la chute de l'Empire romain et la fin du Moyen Âge, notamment les mouvements de retour à la pauvreté et de fuite du monde

«corrompu». C'est justement de ce mouvement de pauvreté qu'est issu François d'Assise, le fondateur de ma famille franciscaine. Les grands courants du temps s'infiltrèrent toujours dans les Églises organisées, telle l'actuelle version catholique du mouvement charismatique.

Et tout ça nous amène au passage de l'ère du Poisson à celle du Verseau, à l'avènement du Nouvel Âge ?

Les astrologues en profitent effectivement pour annoncer la fin de l'ère du Poisson, marquée par la rationalité et la rigidité institutionnelle, et l'entrée dans l'ère du Verseau, qui mettra le cap sur la conscience individuelle et l'illumination directe. Un discours qui sied parfaitement à la conjoncture actuelle. Quant au Nouvel Âge, il s'agit d'un mouvement culturel assorti d'une dimension spirituelle. Même si l'on retrouve deux laboratoires du Nouvel Âge, Esalen en Californie et Findhorn Gardens en Écosse, ainsi qu'un florissant marché du cristal (le symbole du temps nouveau), ce courant ne connaît pas de fondateur proprement dit. C'est un peu comme la Renaissance qui a succédé au Moyen Âge. Les chantres du Nouvel Âge veulent prendre le relais d'une modernité épuisée et faire advenir une humanité nouvelle, fondée sur la dimension intérieure de l'homme fondu au cosmos. Comme la Renaissance avait ses Érasme et peintres florentins, le Nouvel Âge a ses Shirley MacLaine — *L'amour foudre* — et David Sprangler. Nouvel Âge ou Âge d'or, c'était aussi le terme employé en l'an 1000 pour annoncer la fin du premier millénaire. C'est finalement moins nouveau qu'on le laisse entendre, mais c'est actuellement la fine pointe des nouvelles religions.

Si elles comptent leur lot d'adeptes, les nouvelles religions ne se sont-elles pas aussi fait de redoutables ennemis ?

On peut parler de deux courants d'opposition, l'un séculier et l'autre évangélique. Surtout après le suicide de Jonestown, s'est développé aux États-Unis un courant anti-cultiste. Dénonçant le danger des sectes pour les individus et surtout les familles, un puissant mouvement d'opposition s'est organisé autour du groupe CAN et de la American Family Foundation. Des techniques de «deprogramming», mises au point par Ted Patrick, ont été appliquées avec une certaine violence pour ensuite évoluer vers un «counseling de sortie». L'on a aussi fait du lobby auprès des gouvernements pour faire bannir les sectes. Ce courant s'est manifesté ici dans le «Projet Culte», qui devait ensuite donner naissance à Info-Secte. Bref, un danger à combattre. Un deuxième courant, originant des petites Églises évangéliques, bien organisé et comptant des centaines de centres, s'est employé à dénoncer les hérésies et les pratiques perverses propagées par les sectes. On combat ici la Bible par la Bible.

Vous ne semblez pas d'accord avec cette contre-attaque !

Ces deux courants ratent, me semble-t-il, l'essentiel du message des nouvelles religions. Une approche plus libérale y voit un signe des temps, un appel à trouver une réponse aux appels religieux de notre monde en transition.

N'est-ce pas naïf et angélique de parler de tolérance et d'écoute quand on a affaire à des escrocs manipulateurs, coupables d'atrocités dans leurs sectes fermées et fanatiques ?

Il me semble que les religions ont déjà suffisamment propagé l'intolérance et les actes meurtriers — pour les corps (les guerres, les bûchers, les martyrs), les esprits (l'interdiction de penser et de chercher) et les consciences (l'imposition de pratiques contre la conviction intime des gens) — pour qu'on écoute avant de condamner, qu'on cesse les procès d'intention tous azimuts. Si l'on avait compris la dynamique fanatique de Koresch, on n'aurait pas chargé la commune de Waco comme on l'a fait. On ne juge pas un phénomène social par ses seuls abus, sinon il faudrait aussi condamner les Églises traditionnelles et toutes les institutions de nos sociétés. Il serait triste que les arbres de mort nous empêchent de voir la forêt de vie. Il serait trop simple de classer le dossier en affirmant qu'on est en présence d'escrocs qui exploitent de pauvres gens désespérés. J'ai rencontré beaucoup d'adeptes de nouvelles religions qui ne sont ni débiles ni exploités, des gens qui ont profité de ces groupes pour sortir de l'esclavage de la drogue ou pour retrouver un sens à la vie. Bien sûr, la religion présente toujours un grand potentiel de manipulation, justement parce qu'elle repose sur la foi et la confiance, aussi parce qu'elle englobe toutes les dimensions humaines. Mais elle continue de répondre à un besoin fondamental de l'être humain, la quête de sens et de sens intégral à l'existence. Et la religion prend maintenant la route du pluralisme.

Les enfants qui entrent dans cette jungle des religions trouvent-ils un monde plus accueillant et plus stimulant que l'univers tranquille dans lequel vous avez fait irruption en 1933, dans le beau comté de Charlevoix ?

Un monde certes plus désespérant, un univers où le sens et les valeurs sont éclatés, où les crises se globalisent et se succèdent à un rythme effréné. Notre univers était défini et donc moins désespérant, mais aussi moins riche et avec moins de possibilités. C'est toujours le jeu de l'ombre et de la lumière, l'une ne venant jamais sans l'autre, l'intensité de l'une entraînant l'épaisseur de l'autre.

Le nationalisme russe, une menace ?

Le financier George Soros dépense une fortune pour favoriser la démocratie en Russie

George Soros est l'un des plus puissants financiers au monde. Après avoir gagné près d'un milliard de dollars en pariant sur la dévaluation de la livre, en septembre 1992, il aurait aidé à fomenter la chute du Système monétaire européen. Plus récemment, sa décision de se rendre acquéreur d'une mine d'or a provoqué une hausse abrupte du prix de ce métal.

Mais il existe une autre facette de la personnalité de Soros — le philanthrope. Né à Budapest en 1930, il quitta la Hongrie lors de la prise du pouvoir par les communistes, en 1947, mais y retourna dans les années 1980. Depuis, il y a institué 17 fondations visant à encourager la démocratie et la libre entreprise. Il a aussi financé le premier centre privé et indépendant de Hongrie pour l'éducation supérieure, l'Université d'Europe centrale, à Budapest.

A l'occasion d'une visite effectuée à Moscou, récemment, il a consenti à s'entretenir avec Lev Bruni, de Sevodnia. Voici les grandes lignes de cette entrevue.

Word Media — Beaucoup de gens pensent qu'un bon homme d'affaires ne gaspille pas son argent. Pourquoi donnez-vous tant d'argent à des oeuvres de charité ?

George Soros — J'ai plus d'argent qu'il ne m'en faut pour satisfaire mes besoins personnels et ceux de ma famille. C'est pourquoi je veux faire profiter la société de ce que j'ai en trop. Il est plus difficile pour la société de faire des profits que pour un individu. J'ai une conception générale de la façon dont une société doit être organisée, c'est celle d'une société ouverte. Personne ne possède le monopole de l'histoire.

Une société ouverte signifie démocratie, économie de marché libre et liberté garantie pour la presse. Depuis l'effondrement du système communiste, l'idée d'une société universelle est passée de mode. Néanmoins, la Russie a aujourd'hui de grandes possibilités de créer une société démocratique pleine de maturité. Le communisme disparu, j'ai cru que la Russie n'aurait besoin que d'une brève période pour devenir une société ouverte. Mais aujourd'hui, il est évident que les événements ont pris une orientation totalement différente. Il faut que je pense en termes bibliques... 40 années dans le désert. Pourtant, je crois que mes efforts sont valables, parce que les pays et les hommes revivent toujours après leur mort. Les événements qui se déroulent en ce moment façonneront ce pays et son peuple pour des générations à venir.

Lorsque vous affirmez qu'il vous faut penser en termes bibliques, voulez-vous dire que les Russes ont perdu le sens de la liberté tout autant que les juifs en Égypte, et qu'il nous faut une génération nouvelle pour construire quelque chose de nouveau ?

Oui.

Avez-vous envoyé votre argent d'abord en Europe de l'Est et en Europe centrale à cause de vos antécédents familiaux, ou parce que vous sentez que c'est là que le sort du monde va se décider ?

L'un et l'autre. Je suis originaire de Hongrie, et c'est pourquoi je peux comprendre un peu mieux que d'autres les événements qui surviennent dans cette région. Je crois aussi



L'après-communisme a engendré une grande instabilité en Russie, une situation que craint le riche financier George Soros. «Le régime communiste était stable, dit-il. Par contraste, la situation présente est instable. Les gens qui recherchent le pouvoir dans cette situation pourraient utiliser tous les moyens pour parvenir à leurs fins. Et cela inclut les armes nucléaires.»

PHOTO AP

que ce qui arrive ici aura un énorme impact sur l'avenir du monde. Si la Russie et les ex-membres de l'empire soviétique ne se transforment pas en sociétés ouvertes, ce ne seront pas seulement ces pays qui auront échoué : toutes les sociétés ouvertes en souffriront énormément.

Pourriez-vous nous fournir plus de détails sur vos projets dans ces pays ? Exprimez-vous simplement des idées impulsives, ou existe-t-il des projets concrets ?

J'ai une stratégie, qui change selon que les événements changent, et, étant donné que nous vivons à une époque révolutionnaire, ma stratégie change constamment. Nous avons commencé à travailler en Russie en 1987, et ma stratégie consistait à soutenir divers projets pour aider au développement du pluralisme. J'avais agi de même plus tôt en Hongrie, et cela avait réussi. Cela a réussi moins bien en Russie : la société civile y est faible, et ma fon-

dation n'a trouvé qu'un petit nombre de projets dignes d'être soutenus. Il est possible que nous n'ayons pas réussi à établir des liens avec la société civile. Mais la Fondation russe n'a pas bien fonctionné. J'ai effectué deux remaniements de la direction, qui furent plus considérables que le putsch de l'an dernier au Kremlin.

Vous voulez parler de l'Initiative culturelle ?

Oui. Aujourd'hui, nous appliquons une stratégie totalement différente. Les activités du Fonds sont essentiellement axées sur un petit nombre de projets réellement importants. En fait, toutes nos ressources sont orientées vers une petite quantité de gros projets. De cette façon, les travaux des deux fonds que nous avons institués ici, l'Initiative culturelle et le Fonds scientifique, sont très efficaces.

Comment choisissez-vous les gens

qui distribuent l'argent. Il est évident que vous ne pouvez pas tout faire vous-même. Il existe plusieurs cas concrets où des gens ont été offensés par M. Soros parce qu'ils s'étaient vu refuser une subvention dans un domaine ou un autre.

Nous nous efforçons d'établir des règles très strictes concernant la distribution de fonds, afin d'éviter toute subjectivité. Je tente de choisir des gens honnêtes pour appliquer ces critères. Par exemple, nos normes régissent nos subventions urgentes de 500 dollars à partir du Fonds scientifique, étaient aussi précises que strictes, et tous ceux qui répondaient aux critères les obtenaient immédiatement.

Vous voulez dire qu'on n'avait pas établi de somme exacte, qu'on avait simplement posé des conditions ?

Oui. Dans le cadre de ces règlements concrets, nous avons octroyé 26 000 subventions de 500 dollars chacune.

Une question d'ordre purement technique : combien d'argent, en tout, M. Soros a-t-il réservé à la Russie ?

Le Fonds scientifique a reçu 100 millions de dollars, mais tout n'a pas encore été dépensé. Le reste sera distribué l'an prochain. L'argent dépensé dans le cadre de l'Initiative culturelle est considérablement moindre. Je n'ai pas les chiffres précis, mais je pense que cela oscille entre 20 et 30 millions de dollars. J'ai promis en outre d'affecter 250 millions de dollars à un programme visant à transformer l'enseignement des humanités dans les écoles et les collèges.

Beaucoup de gens, à l'Ouest, semblent craindre le nationalisme russe encore plus que le communisme. Quelle est votre opinion ?

À mon avis, le nationalisme russe peut en venir à constituer une menace sérieuse pour le monde. Le régime communiste était stable. Il connaissait ses faiblesses. Par contraste, la situation présente est instable. Les gens qui recherchent le pouvoir dans cette situation pourraient utiliser tous les moyens pour parvenir à leurs fins. Et cela inclut les armes nucléaires.

N'est-il pas normal pour une nation privée si longtemps de sa fierté nationale de la redécouvrir ? Pourquoi cela surprend-il tant l'Ouest ?

L'inclination au nationalisme est peut-être reliée au fait que l'on n'a pas réussi à créer une société normale, stable et ouverte. Il est important de distinguer entre deux formes de nationalisme : l'une est la fierté nationale, qui existe dans tout pays florissant et libre ; l'autre est le nationalisme ethnique, qui, en principe, menace l'ordre mondial normal plus que le communisme. Ce nationalisme ethnique pourrait être utilisé par des démagogues irresponsables pour accéder au pouvoir. Il est souvent nécessaire d'identifier son ennemi, et cela mène à la purification ethnique que nous constatons en Bosnie.

Vous êtes célèbre dans le monde pour vos idées financières originales et souvent profitables. Avez-vous des idées financières pour la Russie ?

Je ne les mets pas en pratique parce que je ne pense pas qu'elles seraient très populaires.

Avez-vous une politique gouvernementale à l'esprit ?

Je pense que c'est une question qui relève avant tout du gouvernement.

Avez-vous jamais songé à vous retirer de Russie ?

Je n'y resterai pas si le gouvernement entreprend de s'ingérer dans nos activités.

Avez-vous jamais tenté ou allez-vous tenter de gagner de l'argent en Russie ?

Absolument pas. J'ai participé à une entreprise de télécommunications, mais cette participation était motivée plus par les besoins de mon Fonds que par des intérêts commerciaux. Des que cette affaire fut devenue une entreprise commerciale, j'ai transféré ma part au Fonds. Je n'ai pas d'argent personnel ici. Je gagne tout mon argent sur les marchés libres de sociétés indépendantes.

L'entrevue de George Soros a été réalisée par Lev Bruni, de Sevodnia, Moscou, pour le réseau World Media, dont La Presse est membre.

TURCOTTE

VOUS INSTALLEZ UN SYSTÈME DE CONDUITS D'AÉRATION

GRATUITEMENT
VALEUR DE PLUS DE 2000\$*

À L'ACHAT DE LA THERMOPOMPE MODÈLE OPUS ET D'UNE FOURNAISE ÉLECTRIQUE

*Pour un budget de 10000\$ et plus. Offre réservée aux clients de chauffage libre. Valable pour les ventes de la région de Montréal. Offre limitée à 1000 unités. Non applicable aux ventes de la région de Québec. Offre limitée à cette promotion.

Le système de chauffage avec conduits d'aération est maintenant accessible en particulier aux propriétaires de maisons équipées de chauffage avec des plinthes électriques. Dans le but de promouvoir sa thermopompe modèle Opus, gagnante du prix Habitas Innovation 94 et reconnue pour sa performance supérieure et son adaptation au climat québécois, Turcotte propose de vous installer gratuitement un système de conduits d'aération à l'achat de cette thermopompe Opus et d'une fournaise électrique.

- | | |
|---|---|
| <input checked="" type="checkbox"/> Climatise uniformément chacune des pièces de la maison. | <input checked="" type="checkbox"/> Contribue à un environnement intérieur plus propre et moins bruyant, les fenêtres étant tenues fermées. |
| <input checked="" type="checkbox"/> Enlève le surplus d'humidité en été. | <input checked="" type="checkbox"/> Procure une plus-value à votre propriété. |
| <input checked="" type="checkbox"/> Procure un confort inégalé été comme hiver. | <input checked="" type="checkbox"/> La meilleure garantie de l'industrie par un manufacturier. |
| <input checked="" type="checkbox"/> Procure une température intérieure uniforme. | <input checked="" type="checkbox"/> Permet d'importantes économies d'énergie. |
| <input checked="" type="checkbox"/> Purifie l'air ambiant. | <input checked="" type="checkbox"/> Contribue à soulager les personnes atteintes d'allergies ou d'asthme. |
| <input checked="" type="checkbox"/> Conserve l'oxygène et l'humidité, éléments si précieux pour la santé. | <input checked="" type="checkbox"/> Et plusieurs autres avantages.. |

OFFRE D'EMPLOI

Étant donné l'expansion et la progression rapide du volume de ses ventes, TURCOTTE recherche des REPRÉSENTANTS AUX VENTES ainsi que des TECHNICIENS EN RÉFRIGÉRATION.

Pour renseignements demandez Robert Léonard

TURCOTTE
527-4531



Procès Touvier: le tribunal renonce à faire témoigner le premier ministre Balladur

d'après AP et AFP
VERSAILLES

La cour d'assises de Versailles, qui juge depuis le 17 mars Paul Touvier, 79 ans, ancien milicien pro-nazi, pour complicité de crime contre l'humanité, a renoncé hier à entendre en qualité de témoin du premier ministre français Edouard Balladur, cité par la défense.

M. Balladur était cité en tant que secrétaire général adjoint de la présidence, en novembre 1971, au moment où Paul Touvier obtenait la grâce présidentielle de Georges Pompidou.

L'actuel premier ministre avait écrit à la Cour d'assises le 14 mars dernier, en demandant à être dispensé de comparaître, estimant que «son témoignage ne lui paraissait pas utile». Il ajoutait que l'initiative de la défense «ne lui paraissait pas dictée par le souci de la manifestation de la vérité» et indiquait «qu'il n'avait pris aucune part dans l'aboutissement favorable» de la demande de grâce.

L'avocat de Paul Touvier, Me Jacques Trémolet de Villers, citant la biographie de Georges Pompidou par Eric Roussel, avait relevé un passage dans lequel il était question d'un «dossier Touvier» que le président Pompidou aurait pu consulter pour prendre sa décision favorable, et dont M. Balladur aurait pu avoir connaissance.

Hier, le tribunal a décidé que «l'audition de M. Balladur n'apparaît pas indispensable à la manifestation de la vérité», après l'audition d'autres témoins de cette grâce, notamment Anne-Marie Dupuy, chef de cabinet de M. Pompidou, et Pierre Arpailange, ancien ministre de la Justice, et directeur des Affaires criminelles et des grâces au moment des faits.

Les familles de victimes témoignent

Par ailleurs, Georges Glaeser, fils d'une des sept victimes de Rillieux-la-Pape et première personne à avoir porté plainte pour crime contre l'humanité contre Paul Touvier, a conclu hier son intervention à la barre des assises de Versailles en clamant: «Je suis fier d'être le fils de mon père. C'était un juif, mais ça ne fait rien.»

Pour cette dernière journée de débats avant les plaidoiries, l'émotion des familles de victimes

a ainsi succédé à trois semaines de témoignages. Évoquant «l'organisation de Tontons Macoutes» que représente à ses yeux la Milice, Georges Glaeser, 75 ans, dénie toute circonstance atténuante à l'accusé: «Il y avait deux sortes de Français pendant la guerre, ceux qui ont pris des risques, et ceux qui ont fait le travail des Allemands... C'est immoral d'accorder le pardon à quelqu'un qui ne le demande pas!»

«Ce procès a été long, semé d'embûches. Il n'a pas été parfait, mais je dois dire que je suis heureux de me retrouver devant une cour de justice démocratique. Mon père, cinq heures après avoir été arrêté, il a été collé contre un mur et assassiné», souligne pour sa part Henri, 65 ans, frère de Georges. Après avoir rappelé que les miliciens — «des lâches, des minables» — ne répondaient qu'à un seul mot d'ordre, «l'argent», il vilipendit le comportement de l'accusé qui prétend avoir sauvé de nombreuses vies humaines. «À partir de juin 1944, s'il n'a pas fait exécuter de résistants, c'est qu'il savait qu'ils seraient vengés. Les juifs étaient des gens aux mains nues, c'est pour ça qu'on les a choisis.»

«Cet individu», poursuit Gérard Benzimra, 71 ans, en désignant Touvier, «n'a à aucun moment exprimé des regrets pour les martyrs qu'il a fait fusiller. Il dit qu'il a fait sauver 23 juifs, mais il a fait exécuter mon frère Claude.»

«Ma seule consolation est de savoir que ces brutes n'ont gardé mon père que quelques heures», enchaîne René Zeizig, 80 ans. Il se retourne vers l'accusé et lui demande pourquoi les miliciens ont choisi son père. «Je ne sais pas, il aurait fallu le demander à mon adjoint Reynaud», se dérobe une dernière fois Touvier, «il n'a pas été arrêté pour être exécuté, il devait être recherché pour marché noir». Les grondements de la salle n'étouffent pas l'indignation de René Zeizig: «C'est impardonnable d'entendre des choses comme ça!»

Passes d'arme

Avant que les familles des victimes ne s'expriment ont eu lieu les ultimes passes d'arme entre les avocats des parties civiles et la défense. La cour a rejeté la quasi-totalité des requêtes formulées par Me Trémolet de Villers, qui souhaitait notamment entendre les témoignages du juge d'instruction Jean-Pierre Getty, chargé du dossier, et d'Edouard Balladur.

Les neuf victimes de la « maison de l'horreur » ont toutes été identifiées

Agence France-Presse
GLOUCESTER.

Une étudiante suisse de 21 ans, portée disparue depuis 1974, a été identifiée parmi les victimes présumées du propriétaire de la maison de l'horreur de Gloucester (ouest de l'Angleterre), a annoncé hier la police britannique.

Alors que des recherches intensives se poursuivent, les enquêteurs ont désormais identifié les neuf cadavres dont les restes ont été détériorés du jardin ou de la cave du 25, Cromwell Street, où habitait Frederik West, un maçon de 52 ans.

Toutes les victimes sont des femmes âgées d'une vingtaine d'années.

Parmi elles, figure Thérèse Siegenthaler, une étudiante en sociologie originaire de Trub, en Suisse, qui avait été vue pour la dernière fois en avril 1974. Séjournant en Grande-Bretagne pour suivre des cours au Woolwich College de Londres, elle était partie en autobus en Irlande pour y passer les vacances de Pâques. Elle n'était jamais arrivée à destination.

Les huit autres victimes présumées de West sont de nationalité britannique, et pour la plupart avaient été vues pour la dernière fois à un arrêt de bus.

Une des filles de West, Heather, disparue en 1987 à l'âge de 16 ans, avait été la première à être identifiée.

Considéré par ses voisins comme un

«homme sans histoires», West n'avait jamais attiré le moindre soupçon. Il avait été arrêté «par hasard» fin février, alors que la police enquêtait sur une autre affaire.

Depuis la fin mars, les policiers ont étendu leurs recherches à un champ situé à une vingtaine de kilomètres de Gloucester, à côté du village de Kempley. C'est là que Frederik West a passé son adolescence, avant de s'y installer avec sa première épouse, portée disparue depuis plus de 20 ans, et leurs deux filles.

Certains enquêteurs ont considéré comme «vraisemblable» un bilan final d'une vingtaine de victimes.

Emprisonné depuis six semaines, West a été formellement inculqué de neuf meurtres.

LA MAISON ELIZABETH ARDEN EST HEUREUSE DE VOUS PRÉSENTER

ALPHA-CÉRAMIDE

Le seul soin alpha-hydroxy progressif qui contribue, en 4 étapes, à atténuer l'apparence des ridules, des rides et des autres signes causés par le vieillissement de la peau.

Ayez la beauté à fleur de peau... Commencez dès aujourd'hui à employer le SYSTÈME DE BASE ALPHA-CÉRAMIDE (Étapes 1, 2 et 3) 49,50 \$

Étape 4. Le SOIN INTENSE ALPHA-CÉRAMIDE POUR L'ÉPIDERME, 25 ml. 59,50 \$
(Hors photo.) La CRÈME HYDRATANTE CÉRAMIDE TIME COMPLEX, en tube de 50 ml. 58 \$
(Hors photo.) La TROUSSE de 60 capsules de CÉRAMIDE EYES TIME COMPLEX. 50 \$



UNE PRIME POUR VOUS!

À l'achat de 25 \$ ou plus de produits Elizabeth Arden, vous recevrez l'ensemble BEAUTÉ DU MONDE :

- Rouge à lèvres Lip Spa
- Gel bain-douche Sunflowers, 50 ml
- Écran solaire imperméable Spa for the Sun, FPS 35, 50 ml
- Crème hydratante Céramide Time Complex, en tube de 10 ml
- Trousse de maquillage, noire et blanche.

Une prime par personne. En vigueur jusqu'au samedi 16 avril ou jusqu'à épuisement des stocks. Produits de beauté, rayon 240.



LA BAIE

JOLIMENT AVANTAGEUX!

Compagnie de la Baie d'Hudson

Le sida accroche plus que les patineuses de Lillehammer

Agence France-Presse
PARIS

Plus de 18 millions de téléspectateurs ont regardé en France l'émission commune aux sept chaînes de télévision nationale consacrée au sida diffusée jeudi soir, selon les chiffres communiqués hier par l'une d'entre elles, citant un institut spécialisé dans le calcul d'audience.

En tout c'est 33 185 millions de téléspectateurs (audience cumulée) de plus de quatre ans qui ont

La polio est disparue dans 141 pays

Agence France-Presse
GENÈVE

Le nombre de cas de poliomyélite a baissé de plus de 50 p. cent entre 1992 et 1993 et la maladie a disparu de 141 pays, ce qui constitue un chiffre record, souligne l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Au total, 7898 cas ont été déclarés dans 46 pays l'an dernier alors que 15 911 cas avaient été enregistrés l'année précédente dans 58 pays, souligne l'organisation.

L'assemblée mondiale de la santé s'était fixé en 1988 comme objectif d'éradiquer la poliomyélite avant l'an 2000, rappelle l'OMS. Depuis septembre 1991, aucun cas de poliomyélite paralytique n'a été déclaré dans les Amériques.

En Europe, 187 cas de poliomyélite ont été signalés en 1993 dont 161 par neuf des nouveaux États indépendants de l'ex-URSS. L'Azerbaïdjan et l'Ouzbékistan ont signalé des flambées de 64 et 68 cas respectivement à la suite de la pénurie de vaccins qui a suivi l'indépendance.

regardé à un moment ou à un autre cette émission.

À titre de comparaison, plus de 14,5 millions de personnes avaient suivi sur la chaîne privée TF1 le patinage artistique dames aux Jeux Olympiques de Lillehammer, le 23 février.

C'était la première fois que les chaînes nationales de télévision françaises organisaient ainsi une émission commune, mettant en scène parenthèses l'espace d'un soir la féroce concurrence qui oppose certaines d'entre elles.

La France est le pays d'Europe occidentale le plus touché par la maladie, avec plus de 32 000 malades déclarés et 150 000 séropositifs.

Les dons recueillis au cours de la soirée pour la recherche et les associations d'aide au malade ont atteint dix millions de dollars, selon les animateurs de l'émission.

POUR LA MEILLEURE MOYENNE AU CRAYON

PLUS DE 125 000 \$ À GAGNER



Aujourd'hui dans le cahier Sports

La Presse



présente
Ginette Reno en concert
Une seule représentation

au théâtre St-Denis,
samedi 23 avril 1994

NOUS SOMMES OUVERTS AUJOURD'HUI
POUR RÉSERVATIONS de 9 h à 14 h,
967-7849 ou 668-7744

